



Venezuela

## Maduro indemne après un «attentat» aux drones

Le président vénézuélien, Nicolas Maduro, est sorti indemne d'un attentat commis contre lui, samedi à Caracas, avec plusieurs drones chargés d'explosif, a annoncé le gouvernement, qui a accusé l'opposition d'être responsable de cette action.

Page 12

Béchar

## Importante saisie de kif

Page 24



Algérie comptait plus de 1,95 million d'opérateurs économiques inscrits au registre de commerce à la fin 2017 contre 1,89 million à la fin 2016, a appris l'APS auprès du Centre national du registre de commerce (Cnrc). Le pays comptait plus exactement 1 952 606 opérateurs inscrits au registre de commerce à la fin 2017, précise la même source.

## Après la canicule Des intempéries mortelles à Tamanrasset

Des zones entières de la wilaya de Tamanrasset étaient inondées par des pluies torrentielles ayant causé beaucoup de dégâts. Après la chaleur ayant dépassé les 50°, c'est aux intempéries d'affecter les populations locales.

Page 3



Industrie

## Les capacités de production utilisées à moins de 75%

Page 4



Registre de commerce

## Près de deux millions d'opérateurs économiques inscrits

Sur l'ensemble de ces opérateurs économiques, plus de 1,76 million exercent sous le statut de personnes physiques et 184 190 sous le statut de personnes morales (sociétés). Par catégorie d'activités, ce sont les personnes physiques exerçant dans la distribution de détail qui occupent la plus grande part des opérateurs économiques, avec 834 054 enregistrés au Cnrc à la fin 2017, soit 44,35% de l'ensemble des inscrits. En outre, le nombre des personnes physiques inscrites a atteint 722 027 dans le secteur des services (38,4%), 251 013 dans la production de biens (13,35%), 68 317 dans la distribution en gros (3,63%), 4 673 dans les entreprises de production artisanale (0,25%) et 472 dans l'exportation (0,03%).

Pour ce qui est des personnes morales (sociétés), le secteur des services

concentre 71 767 opérateurs, soit 32,6% de l'ensemble des personnes morales inscrites au Cnrc. Ce secteur est suivi par celui de la production de biens avec 65 483 inscrits (29,7%), l'importation en la revente en l'état avec 42 159 (19,1%), la distribution en gros avec 21 768 (10%), la distribution en détail avec 15 664 (7,1%), l'exportation avec 1 751 (0,8%) et les entreprises de production artisanale avec 1 699 inscrits (0,8%). Quant aux inscriptions réalisées au courant de la seule année 2017, elles ont atteint 366 615 inscriptions, en hausse de 1,7% par rapport au nombre enregistré en 2016. Parmi ces inscriptions, 156 738 ont concerné les nouvelles créations (immatriculations) avec 138 394 créations pour les opérateurs-personnes physiques et 21 691 de personnes morales.

Page 4

Grève des techniciens de la maintenance d'Air Algérie

## Le syndicat devant la justice la semaine prochaine

Les techniciens de la maintenance d'Air Algérie, (SNTMA), se présenteront devant le tribunal de Dar El Beida dans une semaine pour répondre aux plaintes retenues contre le syndicat par leur direction.

Page 2





Grève des techniciens de la maintenance d'Air Algérie

# Le syndicat devant la justice la semaine prochaine

Les techniciens de la maintenance d'Air Algérie, (SNTMA), se présenteront devant le tribunal de Dar El Beida dans une semaine pour répondre aux plaintes retenus contre le syndicat par leur direction.



Par Karima Nacer

Contaté hier par nos soins, le secrétaire général de la Sntma, Ahmed Boutoumi, qui s'est montré confiant quant au respect des procédures observées dans la prise de décision de la grève conformément à la loi, a indiqué que l'avocat du Syndicat national des techniciens de la maintenance des avions a retiré hier, une copie de la plainte déposée par la compagnie aérienne Air Algérie devant les instances judiciaires suite au préavis de grève décidé en assemblée générale par le syndicat Sntma. Le syndicaliste a insisté sur la régularité des procédures du fait que l'employeur, tout comme l'inspection du travail de la wilaya d'Alger, ont été saisis

du préavis de grève en date du 9 juillet dernier. Pour le SG du syndicat, le Sntma a opté pour «une politique basée sur le respect des lois de la République régissant les conflits de travail et c'est dans ce sens, que toutes les procédures réglementaires et légales ainsi que les dispositions de la convention collective ont été respectées dans nos démarches pour la constitution du dossier du préavis de grève». Le syndicaliste a tenu à rappeler à cet effet, que le 30 juillet dernier, le syndicat avait décidé de geler sa grève prévue initialement pour le 31 juillet dernier, en respect de la décision du tribunal de Dar El Beida, qui avait ordonné, en date du 29 juillet 2018 le gel immédiat du préavis de grève jusqu'à ce que la chambre sociale de la cour se prononce sur la plainte dépo-

sée par la direction générale à l'encontre du syndicat et cela à partir de la date d'aujourd'hui, 5 août 2018 (hier). Toutefois, et en considérant ce gel, comme momentané, le SG du syndicat affirme le maintien de la grève tel que décidé par le collectif de la maintenance. «Nous respectons la décision de la justice de geler temporairement le préavis de grève sans pour autant renoncer à nos revendications et nos droits et pour se faire, nous userons de tous les moyens légaux», a déclaré encore Ahmed Boutoumi. Le secrétaire général de la Sntma, a toutefois, regretté l'attitude de la direction d'Air Algérie, qui, «au lieu d'opter pour le dialogue et organiser des réunions pour trouver des réponses à nos revendications a déposé deux plaintes contre notre corpora-

tion». Il s'agit selon lui, d'une plainte au niveau de la Chambre de référé du tribunal de Dar El Beida et la deuxième auprès de la Chambre sociale de la même cour.

Les accusations de la direction générale d'Air Algérie portent, selon le syndicat, «sur le non-respect des 21 jours de préavis dicté dans la convention collective ainsi que le non-respect de l'article 280 et ce qui suit de la convention collective concernant le privilège du dialogue et enfin le quorum non atteint, étant donné que la division de la maintenance comprend 1 210 travailleurs».

Dans une semaine, la justice se prononcera sur la légalité ou l'inégalité de la grève des techniciens de la maintenance d'Air Algérie. **K.N.**

Service national  
Les citoyens des  
classes 2008 et 2009  
jusqu'à 2013  
appelés à  
régulariser leur  
situation

La direction du Service national du ministère de la Défense nationale (MDN) appelle les citoyens des classes 2008 et 2009 jusqu'à 2013, ayant achevé ou abandonné leurs études, au plus tard, le 31 décembre 2014, à se rapprocher des centres ou des bureaux du Service national de rattachement, pour régulariser leur situation vis-à-vis du Service national, indique hier le ministère de la Défense nationale dans un communiqué.

«La direction du Service nationale porte à la connaissance des citoyens de la classe 2008 (nés entre le 1<sup>er</sup> janvier 1988 et le 31 décembre 1988) et ceux des classes 2009 jusqu'à 2013 (nés entre le 1<sup>er</sup> janvier 1989 et le 31 décembre 1993), ayant achevé ou abandonné leurs études au plus tard le 31 décembre 2014 et qui ne sont pas en situation d'insoumission vis-à-vis du Service national, qu'ils sont appelés à se rapprocher des centres ou des bureaux du Service national de rattachement, en vue de procéder à la régularisation de leur situation vis-à-vis du Service national», précise la même source.

Les citoyens concernés, sont appelés à se rapprocher des centres ou bureaux du Service national selon le calendrier suivant :

- du 12 au 16 août 2018 pour ceux nés entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 mars,
- du 19 au 23 août 2018 pour ceux nés entre le 1<sup>er</sup> avril et le 30 juin,
- du 26 au 30 août 2018 pour ceux nés entre le 1<sup>er</sup> Juillet et le 30 septembre, et du 2 au 6 septembre 2018 pour ceux nés entre le 1<sup>er</sup> octobre et le 31 décembre», ajoute la direction du Service national qui appelle les citoyens concernés à fournir une copie de la pièce d'identité et du certificat du niveau scolaire.

R. N.

Jumelage entre la DGI et son homologue française

## Un exemple de réussite

Le jumelage institutionnel entre la direction générale des impôts algérienne (DGI) et la direction générale des finances publiques française (Dgfp), lancé en 2015 dans le cadre de l'Accord d'association Algérie-UE, est «un exemple de réussite», a affirmé la Commission européenne chargée de la politique européenne de voisinage et des négociations d'élargissement dans un rapport publié en juillet dernier.

Dans son éditorial, le Commissaire européen en charge de la politique européenne de voisinage et des négociations d'élargissement, Johannes Hahn, a estimé qu'en 2017, le Programme d'assistance technique et d'échange d'information de l'UE (Taix) et le jumelage sont les instruments d'appui politique les plus efficaces dans les pays voisins de l'UE.

«Soutenant l'approche d'égal à égal, ces instruments ont pu contribuer potentiellement à établir un processus de réforme crédible», a-t-il souligné.

Dans le cadre de la politique d'appui à la modernisation des administrations publiques, le rapport décrit le jumelage institutionnel entre la DGI algérienne et la Dgfp française comme un «exemple de réussite» qui témoigne d'un «partenariat d'exception» entre les deux institutions.

L'article consacré à l'expérience algérienne dans ce rapport fait état des objectifs assignés et des résultats obtenus dans le cadre de ce jumelage.

Le nouveau projet visait à renforcer les ressources humaines de l'institution fiscale, en encourageant la gestion par la performance, la professionnalisation de l'au-

dit interne et l'amélioration du recouvrement.

«Le projet de jumelage a pris fin en 2017 et a fortement contribué à améliorer la capacité de l'Algérie à collecter et à utiliser les fonds publics», a relevé la Commission européenne dans son rapport.

Financé par l'UE, ce second jumelage intervenait après celui réalisé en 2011 dont la thématique portait sur «l'amélioration des relations entre l'administration fiscale et les contribuables».

«Des résultats concluants ont été obtenus dans les domaines de développement de la ressource humaine, de la modernisation des processus de gestion de la performance, du contrôle interne et de l'audit ainsi qu'en matière de recouvrement fiscal», a noté le rapport.

Ainsi, dans le domaine de la gestion des ressources humaines,

le jumelage a soutenu la mise en place d'une stratégie de gestion des Ressources humaines permettant la rénovation des statuts des personnels et la modernisation de la formation professionnelle, la mise en place d'un dispositif d'évaluation professionnelle, la révision du statut de l'Ecole nationale des impôts et du statut de formateur, souligne la même source.

Concernant le domaine de la gestion par la performance, la Commission européenne affirme que les résultats du jumelage ont abouti à la mise en oeuvre d'une stratégie de gestion par la performance.

Quant au domaine du contrôle interne et de l'audit, la professionnalisation de ce métier a été sanctionnée par l'élaboration d'une nouvelle stratégie de contrôle interne qui a mis l'accent sur l'introduction

de la maîtrise des risques.

«La DGI a pu ainsi se doter de nouveaux outils de contrôle interne tels que la cartographie des processus, la cartographie des risques pour l'ensemble des métiers, les outils de la maîtrise des risques, la charte d'audit et d'un code de déontologie répondant aux normes et standards internationaux de l'audit».

S'agissant du domaine du recouvrement, le projet a misé sur l'instauration d'une nouvelle stratégie de recouvrement s'appuyant sur un cadre juridique rénové et un guide de procédures actualisé visant à soutenir l'amélioration de la chaîne de qualité du recouvrement, notamment des créances complexes et sur la rénovation du contrôle et du contentieux des droits indirects.

Bilal L.



Après la canicule

# Des intempéries mortelles à Tamanrasset

Des zones entières de la wilaya de Tamanrasset étaient inondées par des pluies torrentielles ayant causé beaucoup de dégâts. Après la chaleur ayant dépassé les 50°, c'est aux intempéries d'affecter les populations locales.



Par Massi Salami

Les pluies qui ont affecté la wilaya de Tamanrasset depuis la fin de semaine dernière, ont causé le décès de cinq personnes noyées dans les crues des oueds, et une autre portée disparue, indiquent les services de la wilaya. Il s'agit de deux fillettes (7 et 8 ans) ayant péri dans les crues des vallées de la ville frontalière de Tin Zaouatine, alors que trois personnes (un jeune homme et deux filles) avaient été repêchés, samedi soir, par la Protection civile dans la région de Tankaghali, selon la même source. Le bilan macabre ne s'arrête pas là puisque les services de la Protection civile sont à la recherche d'une autre personne emportée par les crues près de la même région. Les pluies diluviennes qui se sont abattues sur plusieurs régions durant les dernières heures, y compris les deux régions frontalières de In Guezzam et Tin Zaouatine ont été

à l'origine des crues de plusieurs oueds. Les services de la Protection civile de Tamanrasset ont prodigué des conseils aux citoyens à travers la radio locale et des campagnes de sensibilisation ont été lancées pour les appeler à faire preuve de prudence en évitant les croisements des oueds.

Suite à ces intempéries mortelles, des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) sont intervenus, ces deux derniers jours, dans la wilaya déléguée de In Guezzam pour prêter aide et assistance aux citoyens touchés et désenclaver les routes, indique samedi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

«Suite aux inondations qu'a connues quelques régions du sud du pays, et en exécution des instructions du Haut commandement de l'ANP à la demande des autorités locales de la wilaya-déléguée de In Guezzam, des détachements de l'ANP sont intervenus durant les

deux derniers jours, à In Guezzam (6<sup>ème</sup> Région militaire) pour prêter aide et assistance aux citoyens touchés et désenclaver les routes et ce, dès les premières heures, mobilisant tous les moyens humains et matériels nécessaires», précise la même source. Les unités de l'ANP «restent prêtes à l'intervention immédiate, chaque fois que nécessaire», souligne le MDN.

Par ailleurs, il a été décidé de dépêcher une commission ministérielle mixte en collaboration avec les secteurs concernés dans la wilaya de Tamanrasset suite aux dernières perturbations météorologiques qui ont touché cette région, a indiqué samedi un communiqué du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales, et de l'Aménagement du territoire.

Aussi, l'on apprend que plusieurs interventions ont été effectuées durant les dernières 24 heures par les éléments de la Protection civile pour sauver et

assister les personnes touchées par les précipitations qui ont marqué certaines régions du pays, indique hier un communiqué de la même institution. Il est ainsi fait état du repêchage du corps d'un homme de 65 ans emporté par les eaux d'un oued à Oum El Bouaghi et d'un cas d'un jeune de 32 ans foudroyé par le tonnerre à Guelma. Une opération de sauvetage de trois familles cernées par les eaux pluviales a été également accomplie à Khenchela et trois personnes à bord de deux véhicules légers cernées par les eaux d'un oued en crue au village Islisekine commune de Abalessa ont été sauvées par les éléments de la Protection civile de la wilaya de Tamanrasset, ajoute la même source.

Il est à relever que la région du sud du pays connaît une grande activité pluvio-orageuse et les citoyens doivent faire preuve de prudence, notamment dans les croisements des vallées.

M.S.

## Transport maritime des voyageurs L'ENTMV précise les conditions d'embarquement

L'Entreprise nationale de transport maritime de voyageurs (Entmv) a indiqué hier que les passagers disposant d'une date de retour ferme allant du 15 août au 15 septembre 2018 «doivent impérativement se présenter à l'embarquement à la date figurant sur leurs tickets de voyage, et ce, cinq heures avant l'appareillage du car-ferry».

Dans son communiqué, l'Entmv précise qu'elle «dégage toute responsabilité dans le cas où ces deux conditions ne sont pas respectées».

En outre, elle indique qu'à titre exceptionnel, il sera accordé une priorité d'embarquement aux passagers voyageant en famille et ce, dans la limite des dispositions à bord de ses car-ferries.

Pour rappel, la flotte maritime algérienne de transport des voyageurs dispose de quatre navires dont un affrété.

Par ailleurs, un contrat a été signé en mars dernier avec un groupe chinois spécialisé dans la construction navale pour l'acquisition d'un cinquième navire d'une capacité de 1 800 passagers et 600 véhicules, qui sera réceptionné en 2021 et ce, dans le cadre du renouvellement de la flotte maritime nationale.

R. N.

Centre des archives nationales

## Une exposition sur l'offensive du Nord-Constantinois

Le Centre des archives nationales a organisé, hier à Alger, une exposition de documents intitulée «L'offensive du Nord-Constantinois : un premier pas pour l'internationalisation de la cause algérienne et la tenue du Congrès de la Soummam», à l'occasion du double anniversaire de l'offensive du Nord-Constantinois, le 20 août 1955 et la tenue du Congrès de la Soummam, le 20 août 1956.

La manifestation a été marquée par l'exposition de documents authentiques qui retracent l'offensive du Nord-Constantinois et la tenue du Congrès de la Soummam, outre la projection d'un film documentaire.

Conservés au niveau des Archives nationales, ces documents, indique un responsable à l'annexe du Centre des archives nationales sont authentiques.

Cette manifestation historique, qui se poursuivra tout au long du mois d'août, a pour objectif de mettre en avant les archives nationales, dont nombre d'écrivains et de chercheurs en histoire ignorent leur existence, a ajouté le même responsable.

H. T.

Les initiatives et les rencontres entre partis se multiplient

## El Bina et TAJ se concertent sur «l'Algérie pour tous»

Les rencontres entre les différents chefs de partis s'intensifient à mesure que la prochaine échéance électorale approche. Plusieurs initiatives ont été lancées comme celle du mouvement El Bina, dont le président, Abdelkader Bengrina a rencontré, samedi à Alger, les dirigeants du parti Tajamoue Amel El Jazair (TAJ), présidé par Amar Ghoul.

M. Bengrina a présenté à ces derniers l'initiative consensuelle de sa formation politique «l'Algérie pour tous» visant à soutenir le dialogue entre tous les partenaires de la scène nationale. S'exprimant lors d'une conférence de presse conjointe au terme de la rencontre qui s'est tenue au siège du parti TAJ, en présence des cadres de deux partis, M. Ghoul a affirmé que son parti «accueille l'initiative», mettant en exergue «la convergence de vues de deux parties en termes d'objectifs et d'obligations». A cet

égard, il a fait état de l'installation d'une commission conjointe entre les deux formations politiques pour «poursuivre le travail et faire réussir l'initiative», ajoutant qu'une «partie de cette initiative se réalisera avec l'élection présidentielle, et l'autre après cette échéance». M. Ghoul a souligné la nécessité de coordonner les efforts pour «renforcer les acquis et valoriser les réalisations dans tous les secteurs», rappelant, en ce sens «la politique de la Réconciliation nationale et les autres acquis réalisés sous la direction du Président Abdelaziz Bouteflika». Pour sa part, M. Bengrina a évoqué les axes principaux de l'initiative de son parti, affirmant qu'elle «est ouverte à tous et n'exclut personne». «L'Algérie est confrontée aux grands défis sécuritaires et économiques», a-t-il ajouté, affirmant que «cela demande la mobilisation de toutes les forces en vue de la préservation de l'unité au sein de la

société et de la sécurité et la stabilité de l'Algérie». Pour ce qui est d'autres initiatives lancées par certains partis politiques, M. Bengrina a salué «tout parti soutenant le processus d'entente nationale et œuvrant à renforcer les rangs et l'unité nationale dans le cadre du dialogue entre l'ensemble des forces de la société». D'autres initiatives ont également été lancées à l'instar de celle du Mouvement de la société pour la paix (MSP), rejetée par plusieurs partis. Le président du parti, Abderrazak Makri continue toutefois de rencontrer d'autres formations politiques. Pour leur part, le FLN et le RND, partis majoritaires, ne sont pas restés les bras croisés. Le secrétaire général du FLN a rencontré hier son homologue de l'Alliance nationale républicaine (ANR) au siège du FLN à Hydra. Les discussions ont porté notamment sur la nécessité de sauvegarder la stabilité du pays.

S.A.M.



Registre de commerce

# Près de deux millions d'opérateurs économiques inscrits

L'Algérie comptait plus de 1,95 million d'opérateurs économiques inscrits au registre de commerce à la fin 2017 contre 1,89 million à la fin 2016, a appris l'APS auprès du Centre national du registre de commerce (CNRC).



**L**e pays comptait plus exactement 1 952 606 opérateurs inscrits au registre de commerce à la fin 2017, précise la même source.

Sur l'ensemble de ces opérateurs économiques, plus de 1,76 million exercent sous le statut de personnes physiques et 184 190 sous le statut de personnes morales (sociétés).

Par catégorie d'activités, ce sont les personnes physiques exerçant dans la distribution de détail qui occupent la plus grande part des opérateurs économiques, avec 834 054 enregistrés au Cnrc à la fin 2017, soit 44,35% de l'ensemble des inscrits.

En outre, le nombre des personnes physiques inscrites a atteint 722 027 dans le secteur des services (38,4%), 251 013 dans la production de biens (13,35%), 68 317 dans la distribution en gros (3,63%), 4 673 dans les entreprises de production artisanale (0,25%) et 472 dans l'exportation (0,03%).

Pour ce qui est des personnes morales (sociétés), le secteur des services concentre

71 767 opérateurs, soit 32,6% de l'ensemble des personnes morales inscrites au Cnrc.

Ce secteur est suivi par celui de la production de biens avec 65 483 inscrits (29,7%), l'importation en la revente en l'état avec 42 159 (19,1%), la distribution en gros avec 21 768 (10%), la distribution en détail avec 15 664 (7,1%), l'exportation avec 1 751 (0,8%) et les entreprises de production artisanale avec 1 699 inscrits (0,8%).

Quant aux inscriptions réalisées au courant de la seule année 2017, elles ont atteint 366 615 inscriptions, en hausse de 1,7% par rapport au nombre enregistré en 2016.

Parmi ces inscriptions, 156 738 ont concerné les nouvelles créations (immatriculations) avec 138 394 créations pour les opérateurs-personnes physiques et 21 691 de personnes morales.

Ces nouvelles créations ont enregistré une hausse de 62 349 inscrits au registre de commerce en comparaison avec 2016 (+3,3%).

Ces inscriptions font également état de

112 338 modifications au sein du registre du commerce national (changement d'activité, changement d'adresse ou de gérant...).

Concernant les nouvelles créations réalisées en 2017, par secteur d'activités, la distribution en détail a concentré le plus grand nombre (51,84%).

Ces nouvelles créations ont concerné également les services pour 52 835 opérateurs (31,7%), la production de biens pour 17 453 (10,4%), la distribution en gros pour 6 904 (4,15%), l'importation pour la revente en l'état pour 2 358 (1,4%), l'exportation pour 613 (0,37%) et les entreprises de production artisanale pour 49 entités (0,03%).

D'autre part, sur l'ensemble des commerçants détenteurs du registre de commerce, 707 112 entreprises sont détentrices du Registre de commerce électronique (RCE) à la fin 2017, soit 612 218 personnes physiques et 94 894 personnes morales, soit un taux de 36,2% de l'ensemble des inscrits au Cnrc.

Pour rappel, le RCE, lancé en 2014, est

doté d'un Code sécurisé permettant la sécurisation de l'extrait du registre de commerce, l'authentification et le contrôle en ligne des données.

Quant à la densité du tissu économique, le Cnrc note la prépondérance dans les wilayas du nord du pays, à leur tête celle d'Alger avec 250 700 commerçants (12,8% de l'ensemble des entités présentes au niveau national).

La capitale est suivie de la wilaya d'Oran avec 96 041 commerçants (4,9%), Sétif avec 83 568 commerçants (4,3%) et Tizi Ouzou avec 81 528 commerçants (4,2%).

Dans les wilayas du sud du pays, celles qui comptent le nombre le plus faible d'opérateurs économiques sont Tindouf avec 5 401 opérateurs, Illizi avec 5 531 et El Bayadh avec 9 849.

Par ailleurs, le Cnrc relève que la couverture actuelle au niveau national des opérateurs économiques est à raison d'un opérateur par 21 habitants.

En ce qui concerne les femmes d'affaires, la même source fait savoir qu'il y a 148 205 femmes-opérateurs économiques au niveau national avec 137 033 sous le statut de personnes physiques (7,7% du total national des personnes physiques) et 11 172 gérantes de sociétés (6,1% du total national des personnes morales).

Bilal L.

Banque mondiale

## Des financements de plus de 6 milliards de dollars

La Banque mondiale (BM) a consacré 6,3 milliards de dollars à des pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (Mena) durant son exercice budgétaire 2018 (clos le 30 juin dernier) pour répondre à leur forte demande de financements, d'expertise internationale et d'innovation, a indiqué cette institution financière mondiale sur son site Web.

Outre les 6,3 milliards de dollars engagés, la BM a également fourni un large éventail de travaux d'analyse destinés à aider les pays de la région à transformer leur économie et à poser les jalons d'une croissance inclusive et de la création d'emplois, a-t-elle noté.

Ses engagements se décomposent comme suite: un soutien de 5,9 milliards de dollars de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Bird, filiale de la BM) dont la mission consiste à assurer le développement dans les pays à revenu intermédiaire, et un financement de 430 millions de dollars de l'Association internationale de développement (AID), filiale de la BM chargée des pays les plus pauvres.

Les engagements de la BM sur le dernier exercice ont notamment porté sur les financements suivants : 500 millions de dollars en soutien aux réformes de l'enseignement public en Egypte, 200 millions de dollars pour un projet visant à rapprocher les agriculteurs des marchés au Maroc, 225 millions de dollars en faveur d'un projet d'extension du réseau de transport public destiné à la fois aux réfugiés syriens et aux communautés d'accueil au Liban, et 400 millions de dollars supplémentaires pour un projet d'urgence visant à reconstruire les infrastructures et à rétablir les services dans les régions d'Irak reprises au groupe terroriste Daech.

Reda A.

Industrie

## Les capacités de production utilisées à moins de 75%

**L**a majorité des entreprises industrielles a utilisé les capacités de production à moins de 75% au 1er trimestre 2018, indique une enquête menée par l'Office national des statistiques (ONS).

Aussi, selon l'opinion des chefs d'entreprises enquêtés, l'activité industrielle a connu une baisse au premier trimestre 2018, notamment pour les Industries sidérurgiques, métalliques, mécaniques et électroniques (ISMMEE), l'Industrie Chimique et les Industries des Bois, précise l'enquête d'opinion effectuée par l'ONS auprès de chefs d'entreprises publiques et privées.

La demande en produits fabriqués a connu une hausse durant la période considérée. La hausse est plus prononcée pour le secteur des matériaux de constructions et de l'agro-alimentaire, selon les chefs d'entreprises privées concernés par l'enquête.

Plus de 66% des chefs d'entreprises du secteur public et 87% de ceux du privé ont satisfait toutes les commandes reçues. Cependant, il subsiste des stocks de produits fabriqués pour la majorité des concernés des deux secteurs, situation jugée "normale" par plus de 74% des intéressés du secteur public et par près de la moitié de ceux du privé.

Concernant le niveau d'approvisionnement en matières premières, il a été inférieur à la demande exprimée, selon plus de 34% des enquêtés du secteur public et près

de 19% de ceux du privé. Ce qui a engendré des ruptures de stocks à plus de 64% de chefs d'entreprises du secteur public enquêtés et à près de 40% de ceux du secteur privé.

Concernant l'emploi, les chefs d'entreprises enquêtés du secteur public ont déclaré une baisse de leurs effectifs, alors que ceux du secteur privé ont fait part d'une stabilité.

Plus de 88% des enquêtés du secteur public et la majorité des enquêtés du secteur privé jugent le niveau de qualification du personnel "suffisant".

Par ailleurs, 74% des patrons des entreprises publiques et la plupart de ceux du privé pensent que même s'ils recrutaient du personnel supplémentaire, cela n'augmenterait pas davantage le volume de leur production actuelle.

Cependant, en terme de recrutement des compétences, plus de 15% des enquêtés du secteur public et près de 40% de ceux du privé peinent à trouver du personnel d'encadrement et de maîtrise, fait savoir l'ONS.

S'agissant de l'état de trésorerie, il est jugé "bon" par 30% des chefs d'entreprises du secteur public et "normal" selon la plupart de ceux du privé.

En terme de financement, plus de 9% des enquêtés du secteur public et 13% de ceux du privé déclarent avoir eu recours à des crédits bancaires, dont la plupart ont

affirmé ne pas avoir trouvé de difficultés à contracter ces prêts auprès des banques.

Par ailleurs, les chefs d'entreprises des deux secteurs concernés par l'enquête ont affirmé que les charges élevées, le remboursement des emprunts et la rigidité des prix ont continué d'influer sur l'état de la trésorerie.

Pour des raisons, essentiellement, de vétusté, près de 76% du potentiel de production du secteur public et près de 25% de celui du privé ont connu des pannes durant le même trimestre, engendrant des arrêts de travail allant jusqu'à 30 jours pour près de 38% des premiers et inférieurs à 13 jours pour la plupart des seconds.

Près de 56% des enquêtés du secteur public et près de 27% de ceux du privé ont remis en marche leur équipements après une panne, tandis que près de 73% des premiers ont procédé à des renouvellements et plus de la moitié des seconds à des extensions.

La plupart des chefs d'entreprises du secteur public et près de 81% de ceux du privé déclarent pouvoir produire davantage en renouvelant leur équipement et sans embauche supplémentaire du personnel. Concernant l'approvisionnement en eau, il a été jugé "suffisant" par près de l'ensemble des enquêtés du secteur privé et par plus de 70% de ceux du public.

Reda A.



Territoires sahraouis occupés

# Conjoncture exceptionnelle et très difficile

Les territoires sahraouis occupés connaissent, depuis plusieurs mois, une conjoncture exceptionnelle et très difficile en raison du blocus imposé par les pouvoirs de l'occupant marocain en interdisant les visites des observateurs internationaux et de la presse internationale pour constater les violations dangereuses des droits de l'homme dans l'ensemble de villes occupées, a indiqué, samedi à Boumerdès, le chargé des affaires des territoires occupés de la République arabe sahraouie démocratique (RASD).



**S** exprimant en marge de l'ouverture de l'Université d'été des cadres et militants du Front Polisario et de la Rasd, en présence du président de la République sahraouie, Brahim Ghali, de ministres, d'ambassadeurs et de représentants de différentes instances et associations de la société civile, M. Abdallah Souilem a précisé à l'APS que «ces situations exceptionnelles consistent particulièrement en le blocus imposé aux territoires occupés», ajoutant que la preuve la plus importante est «l'interdiction de visites des observateurs et médias internationaux aux territoires occupés

pour s'enquérir et constater, de plus près, les violations dangereuses des droits de l'homme».

L'Université des cadres du Front Polisario et de la République arabe sahraouie démocratique (Rasd), qui se poursuit jusqu'au 15 août au niveau de l'Université Colonel M'hamed Bouguerra à Boumerdès, a été organisée par la Commission nationale de solidarité avec le peuple sahraoui (Cnasps), en collaboration avec l'ambassade de la Rasd en Algérie, et en présence de ministres et ambassadeurs sahraouis et des ambassadeurs d'autres pays en Algérie, à l'instar de l'Afrique du Sud, du

Mozambique, du Zimbabwe et du Tchad, ainsi que des présidents de partis algériens et de représentants de la société civile, de différentes associations, outre des personnalités nationales, des chercheurs et des enseignants universitaires.

La 9<sup>ème</sup> édition de l'Université des cadres sahraouis Chahid Ahmed Boukhari, sous le slogan «Le 45<sup>ème</sup> anniversaire de la création du Front Polisario et du déclenchement de la lutte armée, serment et continuité jusqu'à l'indépendance et la liberté», est marquée par la participation de plus de 400 cadres de la Rasd et militants du Polisario, ainsi qu'une forte délégation du mou-

vement associatif d'activistes sahraouis des droits de l'homme venus des villes sahraouies occupées et du sud du Maroc.

Plusieurs conférences seront données par nombre de chercheurs universitaires sahraouis et algériens dont les thèmes sont liés à la question sahraouie, dont, entre autres, la ressource humaine, les développements politiques liés à la question sahraouie, le rôle des instances internationales dans la protection des droits des peuples, les défis de la sécurité ainsi que les moyens de lutte contre le trafic de drogue, les crimes organisés et autres. **Bilal L.**

Territoires sahraouis occupés

## Visite d'une délégation du Parlement européen en début de septembre

**L**e chargé d'Affaires des territoires occupés de la République arabe sahraouie démocratique (Rasd), Abdallah Souilem, a fait savoir, samedi à Boumerdès, qu'une délégation du Parlement européen visitera, les 3 et 4 septembre prochain, les deux villes occupées d'El Ayoun et Dakhla, afin de s'enquérir de l'accès des Sahraouis aux richesses de leur pays. S'exprimant en marge de l'Université d'été des cadres et militants du Front Polisario et de la Rasd, au niveau de l'université de Boumerdès, M. Souilem a précisé que «les Sahraouis s'attendent à une visite d'une délégation du Parlement européen, les 3 et 4 septembre prochain, aux régions d'El Ayoun et Dakhla, une mission d'enquête chargée d'établir les faits sur les richesses maritimes et agricoles, et les matières premières ainsi que l'accès du peuple sahraoui à toutes ces richesses».

«Nous aurons des entretiens avec cette délégation à qui nous prouvons que le

peuple sahraoui ne bénéficie point de ses richesses naturelles, et que le Front Polisario est le seul représentant légitime de ce peuple conformément aux résolutions internationales», a ajouté M. Souilem.

La Commission européenne et le Maroc s'étaient entendus le 20 juillet sur un texte d'accord de pêche qui inclut les eaux du Sahara occidental, violant ainsi l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne (Cjue) du 18 février 2018. Le ministre sahraoui délégué pour l'Europe, Mohamed Sidati, avait affirmé en réaction que la Commission européenne «ne fait qu'encourager l'occupation marocaine du territoire sahraoui», soutenant que cette attitude met en jeu la crédibilité de l'Union européenne (UE).

Samedi à Boumerdès, à l'issue de son allocution d'ouverture de l'Université d'été des cadres du front Polisario et de la Rasd, le président de la République arabe sahraouie démocratique, Brahim Ghali, a affir-

mé que la Cour de justice européenne avait affirmé, à trois reprises, ses décisions déclarant que toute convention conclue sans le consentement du peuple sahraoui était «nulle, illégitime et immorale», exprimant sa certitude que la Cjue annulera toute convention relative aux richesses terrestres et maritimes du Sahara occidental.

M. Ghali a affirmé sa conviction que la «Cjue et la justice européenne consacreront le droit du peuple sahraoui à défendre ses richesses jusqu'à obtention de sa liberté et de l'indépendance. A ce moment, le peuple sahraoui conclura les conventions qu'il veut avec qui il veut», a-t-il ajouté.

A ce propos, le président sahraoui a dénoncé la tendance de certains pays européens qui tentent de contourner les décisions de la Cjue qui stipulent clairement que toute convention conclue avec le Royaume du Maroc concernant les territoires sahraouis et leurs eaux est une convention nulle et sera annulée par la Cjue». **L. T.**

Palestine

## Sit-in de solidarité avec les journalistes détenus dans les prisons israéliennes

Le syndicat des journalistes palestiniens a organisé dimanche, un sit-in de solidarité devant la prison d'Ofra à l'ouest de Ramallah, en soutien aux journalistes détenus dans les prisons de l'occupation israélienne, a rapporté l'agence palestinienne Wafa.

«Le sit-in est un message adressé aux journalistes prisonniers à travers lequel le syndicat les soutient et fait tout son possible pour leur libération rapide», a déclaré le représentant du Secrétariat général du Syndicat des journalistes palestiniens, Omar Nazzal, cité par Wafa.

«Les journalistes poursuivront leur couverture des crimes israéliens», a-t-il affirmé, invitant les institutions internationales à mettre en œuvre leurs résolutions sur la protection et les droits des journalistes, notamment, la résolution 2222 du Conseil de sécurité, qui prévoit la protection des journalistes palestiniens.

Le chef de la haute commission de suivi des affaires des prisonniers et des ex-prisonniers, Amin Shoman, a informé pour sa part, que l'occupant «vise à empêcher les journalistes de dévoiler la réalité des crimes et des violations».

L'épouse du journaliste prisonnier, Ala' al-Rimawi, qui a entamé une grève de la faim depuis le 30 juillet dernier, a appelé à la nécessité de garantir et de protéger les droits des journalistes par les conventions et traités internationaux, exigeant une action urgente pour la libération des prisonniers journalistes.

Au total, 32 journalistes palestiniens se trouvent dans des prisons de l'occupant israélien dont quatre arrêtés dimanche dernier, par l'occupant israélien alors qu'ils assuraient la couverture de la libération de l'adolescente Ahd Tamimi et sa mère, entravant ainsi leur mission, a dénoncé lundi, le ministère palestinien de l'information.

«Les violations hebdomadaires continues contre les journalistes lors de la couverture des marches pacifiques dans la bande de Ghaza, nécessite une intervention internationale rapide pour condamner les responsables», a ajouté le ministère.

Ces violations à l'encontre des journalistes palestiniens dépassaient les 240 durant le premier semestre de l'année en cours, selon Wafa, outre des cas d'attaques contre des institutions médiatiques et des équipements de presse.

Avril dernier, l'ONG Reporters Sans Frontières (RSF) avait condamné «les tirs délibérés» de l'armée israélienne contre des journalistes palestiniens, appelant au lancement d'une enquête indépendante et à la condamnation des auteurs de ces crimes contre la liberté de la presse.

Depuis le 30 mars dernier, des Palestiniens manifestent régulièrement à Ghaza sur la ligne du siège pour réclamer la levée du blocus israélien.

Pas moins de 157 Palestiniens ont été tués et plus de 16 000 autres ont été blessés par des tirs à balles réelles de l'armée israélienne depuis cette date.

H. M.



Tlemcen

# Attribution de plus de 20 000 logements avant la fin de l'année



**Plus de 20 000 logements, tous programmes confondus, seront attribués à leurs bénéficiaires dans la wilaya de Tlemcen avant la fin 2018, a-t-on appris samedi du wali, Ali Benyaïche.**

**D**ans une conférence de presse, organisée au siège de la radio de Tlemcen, M. Benyaïche a indiqué qu'il s'agit d'un quota de 10 097 logements publics locatifs (LPL), 554 logements participatifs (LSP), 6 977 unités relevant de l'habitat rural et 2 600 logements

location-vente (Aadl) à attribuer à travers différentes communes de la wilaya.

Concernant les logements publics locatifs, le même responsable a souligné qu'ils ont été achevés et il ne reste que les travaux extérieurs qui seront réalisés après le règlement du problème des montants alloués aux entreprises, ajoutant qu'il est attendu des présidents d'APC l'établissement des listes des bénéficiaires des aides à l'habitat rural.

Pour ce qui est du premier quota de logements Aadl, il sera attribué à la mi-septembre prochain avec les structures d'accompagnement, notamment les écoles, CEM, lycées, a annoncé Ali Benyaïche, soutenant que des mesures d'urgence ont été prises et des entreprises qualifiées ont été choisies pour la réalisation des établissements scolaires en un temps record.

«L'opération de raccordement des logements aux réseaux d'eau potable et d'assainissement a été achevée et il ne reste que la viabilisation pour l'achèvement de ce quota de logements Aadl», a signalé le wali, soulignant que la wilaya de Tlemcen a bénéficié cette année de quotas supplémentaires

dont 6 300 aides à l'habitat rural et 1 600 logements participatifs aidés (LPA) dont les travaux seront lancés dans un mois et 2 721 logements location-vente Aadl en plus de 260 aides à la restauration de bâtisses.

Par ailleurs, M. Benyaïche a fait état d'une opération de démolition de 28 logements à Aïn El Houtz qui sera lancée «la semaine prochaine en raison du non-respect des lois interdisant la construction sur des terres agricoles», soulignant que «toute maison construite après le recensement de 2007 est illicite». Cette opération sera élargie ensuite, a-t-il dit, à toutes les communes qui ont vu l'élévation de constructions illégalement. La wilaya de Tlemcen a attribué, depuis la mi-2017 jusqu'à juillet dernier, 8 147 logements, tous programmes confondus, dont 2 028 LPL, 5 225 aides à l'habitat rural, 660 logements participatifs, 114 promotionnel aidé et 120 aides à la restauration des maisons.

Bilal L.

Ouargla

## Près de 750 000 quintaux de fruits et légumes réalisés

■ Une production de 749 997 quintaux (q) de fruits et légumes sous serres a été réalisée au titre de la saison agricole 2017/2018 dans la wilaya de Ouargla, a révélé la direction locale des Services agricoles (DSA). L'engouement manifesté par les agriculteurs de la wilaya sur la plasticulture a largement contribué à l'extension de la surface dédiée à cette filière agricole, qui est passé de 384,25 ha au titre de la saison agricole 2016/2017, à plus de 2 088,38 ha pour l'actuelle saison, a expliqué à l'APS la chef de service d'organisation, de la production et de soutien technique à la DSA.

Cet engouement s'est répercuté positivement sur la production, qui a vu sa masse bondir de 223 825 quintaux de légumes et de fruits la saison écoulée, à 749 997 quintaux cette saison, notamment en matière des produits de pastèque, cantaloup, concombre, tomate, a indiqué Fatih Boubekri.

Cette production est réalisée sur une surface de 2 088 ha, dont une superficie de 1 535 ha dédiée à la culture des pastèques, de plus de 276 ha pour la production du cantaloup et le reste consacré à la culture maraîchère, tomate, piment, concombre, courgette et d'autres produits agricoles sous serres, a-t-elle ajouté.

L'expérience «réussie» de la production des pastèques ces dernières années dans la wilaya de Ouargla a donné lieu à l'extension de la surface de production de 321 ha la dernière saison à 1 535 ha cette saison, concentrés principalement dans les régions de Taïbet, Bennacer, M'naguer, et Aouinet Moussa (commune de Sidi Khouiled), a-t-elle estimé, ajoutant qu'une récolte de 407 499 quintaux a été jusque-là réalisée sur une superficie de plus de 645 ha, de la surface totale, soit un rendement moyen de 600 q/ha.

La responsable, qui a rappelé que la campagne de cueillette de la pastèque a été lancée au mois de février dernier, a expliqué cette amélioration de la production par l'intérêt manifesté par les fellahs pour cette culture lucrative et l'attribution des terres agricoles dans le cadre de la mise en valeur par concession.

Outre une production de 83 145 quintaux de cantaloup réalisée sur une surface de 241 ha, soit un rendement de 400 q/ha, la DSA a fait part de la récolte de 12 300 quintaux de tomate, courgette (11.745 q), concombre (6 600 q), piment fort (6 376 q), piment doux (3 600 q), ainsi que d'autres produits de légumes et fruits. L. T.

## Timizart (Tizi Ouzou) Première édition du Salon national des arts et patrimoine

■ La préservation des arts et du patrimoine traditionnels est le principal objectif assigné à la première édition du Salon national des arts et patrimoine, ouverte samedi dans la commune de Timizart (30 km au nord-est de Tizi Ouzou) en présence de 80 artisans issus d'une quinzaine de wilayas.

Organisée par l'association culturelle des arts traditionnels et patrimoine (Tigmi), en collaboration avec l'Assemblée populaire de Timizart et l'Assemblée populaire de wilaya (APW), les directions de la culture et de la jeunesse et des sports ainsi que la Chambre de l'artisanat et des métiers, cette manifestation s'étalera jusqu'au 8 de ce mois. 80 artisans issus d'une quinzaine de wilayas du pays dont Médéa, Mila, Sidi Bel Abbès, Béchar, Boumerdès, Béjaïa, Alger, Adrar et Tamanrasset, prennent part à ce salon.

Au programme, une exposition d'objets traditionnels représentant les spécificités des diverses wilayas participantes, l'animation culturelle et des activités pratiques liées au patrimoine organisées en soirée. «Notre principal objectif est de permettre la sauvegarde des arts et du riche patrimoine de notre pays qui aura, à l'occasion de ce Salon, une opportunité de se perpétuer et de se renouveler à travers la rencontre entre artisans et le brassage des spécificités (artistique) des différentes régions», a indiqué Bahmane Ferhat, président de l'association organisatrice.

G. T.

## De nombreuses opérations de développement prévues

■ Plus de 18 milliards de DA sont consacrés à la concrétisation en 2018 de 1 190 opérations de développement dans la wilaya de Tlemcen, a indiqué le wali, Ali Benyaïche, samedi lors d'une conférence de presse animée au siège de la radio de Tlemcen.

Parmi ces opérations, 72 sont inscrites au programme sectoriel pour une enveloppe de 6,63 milliards de DA, 644 au titre des plans communaux de développement (PCD) pour une enveloppe de 4,69 milliards de DA et 474 opérations au titre de la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales (6,7 milliards de DA).

Ces opérations, a-t-il souligné, ont été réparties sur toutes les communes suivant la densité de la population, la spécificité de chaque collectivité et le taux de développement pour la prise en charge des préoccupations des citoyens, ajoutant que l'accent

est mis sur les besoins nécessaires dont le raccordement aux réseaux de distribution du gaz, d'électricité et d'eau, routes et autres activités. La wilaya de Tlemcen a bénéficié d'une enveloppe supplémentaire de 2,730 milliards de DA de la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales pour combler le déficit de certains programmes, a-t-il fait savoir, signalant la tenue de séances périodiques avec les chefs de daïras pour recenser leurs besoins et financer les communes suivant leurs besoins.

Par ailleurs, Ali Benyaïche a annoncé la réception, dès la prochaine rentrée scolaire, d'un lycée à Haï El Koudia au chef-lieu de wilaya, de cinq CEM à Hennaya, Ouled Mimoune, Aïn Talout et Maghnia et de huit groupes scolaires à Ghazaouet, Maghnia, Ouled Mimoune, Tlemcen et El Aricha. Il est attendu, au mois de décembre prochain, la

réception de quatre CEM à Sidi Abdelli, Beni Mester, Honaïne et Tlemcen et de cinq écoles à Maghnia, Fellaoucène, Aïn Talout, Sebdou et Tlemcen, a indiqué le même responsable, avant d'affirmer que ces nouveaux établissements scolaires permettront de réduire le taux d'occupation des classes et d'offrir, par conséquent, de meilleures conditions de scolarité aux élèves et de travail aux enseignants.

Le wali a annoncé également la réception, à la prochaine rentrée universitaire, d'une résidence de 2 000 lits, d'une bibliothèque centrale, d'un réfectoire à la résidence Bakhti Abdelmadjid de Tlemcen et d'un nouveau bloc administratif au nouveau pôle universitaire de Mansourah. Ali Benyaïche a ajouté que le problème de transport des étudiants des communes éloignées de Tlemcen sera résolu avec la location de certains bus sur le budget de la wilaya. H. Y.



EPH Ahmed Ben Bella de Khenchela

# Des interventions chirurgicales pour le traitement du cancer du sein

Cinquante opérations chirurgicales pour le traitement du cancer du sein ont été effectuées avec succès à l'établissement public hospitalier (EPH) Ahmed Ben Bella de Khenchela au cours de la saison 2017-2018, a-t-on appris samedi auprès du directeur de cet EPH, Mohamed Tahar Chetouh.



Ces opérations sont prises en charge par un spécialiste en chirurgie générale, a précisé le même responsable, rappelant que les patientes nécessitant des interventions chirurgicales du genre étaient contraintes de se déplacer vers le centre hospitalo-universitaire, CHU de Batna.

M. Chetouh a également indiqué, qu'au cours de la même période, un total de 67 interventions chirurgicales par coelioscopie dans divers domaines de la chirurgie générale a été effectué sous la supervision d'un staff médical spécialisé, ce qui repré-

sente, selon lui, un bond qualitatif comparé à la saison précédente où 16 opérations chirurgicales du genre ont été réalisées.

Au cours de la même période, un certain nombre d'interventions chirurgicales en neurochirurgie, dans le traitement du cancer maxillo-faciale et pour la première fois, celui du pancréas, a été effectuée et «couronné de succès».

Le même responsable a affirmé que l'EPH Ahmed Ben Bella oeuvre à se familiariser avec les dernières technologies disponibles dans le domaine médical, en dépit, a-t-il appuyé «des obs-

taclés auxquels est confronté l'établissement pour généraliser le procédé à d'autres spécialités chirurgicales».

Il a, dans ce sens, ajouté que les interventions chirurgicales réalisées nécessitent les moyens d'un centre hospitalo-universitaire, soulignant que l'EPH Ahmed Ben Bella comprend cinq salles d'opération, dont deux dédiées aux chirurgies d'urgence, «obligeant souvent le staff médical à reporter des opérations ou les transférer vers d'autres établissements de proximité».

M. Chetouh a attribué l'expérience acquise par le personnel

médical et paramédical de l'EPH «aux opérations de jumelage» récemment organisées avec plusieurs centres hospitaliers universitaires, ce qui a permis, a-t-il soutenu, «d'être en contact avec des spécialistes expérimentés grâce auxquels les praticiens ont reçu une formation pratique dans de nombreuses disciplines».

L'EPH Ahmed Ben Bella comprend 42 médecins, dont 22 chirurgiens, qui fournissent des services de santé continus et des soins aux patients qui viennent de Khenchela et des wilayas limitrophes, a-t-on conclu.

Reda A.

Pour réduire la mortalité néonatale

## Un dépistage des malformations cardiaques congénitales lancé

Le dépistage des malformations cardiaques congénitales (MCC) chez les nouveau-nés a été lancé par la Commission nationale de la santé dans 24 régions de niveau provincial en Chine dont Shanghai et le Hebei, dans le but d'abaisser le taux de la mortalité néonatale, ont rapporté dimanche des médias.

«Le dépistage, mené auprès des nouveaux nés entre six et 72 h après leur naissance,

devra aider à mieux identifier les bébés atteints de MCC et les traiter», a indiqué Qin Geng, fonctionnaire de la dite commission, cité par l'agence Chine Nouvelle, notant que «l'anomalie congénitale restait un problème» en Chine.

Et d'ajouter, «si les bébés sont diagnostiqués et traités tôt, la mortalité post-néonatale et infantile diminuera, et le pronostic sera meilleur pour les nouveau-nés atteints de MCC».

Avec un taux relativement élevé de morbidité entre toutes anomalies congénitales, les MCC sont l'une des principales causes de décès de jeunes enfants en Chine.

En effet, le pays une mortalité infantile de 6,8 pour 1 000 a été enregistrée l'année dernière, en baisse de 34% comparativement à 2012. Le pays envisage de réduire ce chiffre à 5 pour 1 000 d'ici à 2030.

H. K.

Entre 2010 et 2018 en Chine

## 18 400 donneurs d'organes volontaires enregistrés

18 433 donneurs d'organes volontaires ont été enregistrés en Chine entre 2010 et mi-juillet dernier, totalisant quelque 52 213 organes donnés, ont rapporté samedi des médias.

«Malgré de gros progrès réalisés ces dernières années, la Chine doit promouvoir davantage le don d'organes à l'avenir pour faire

bénéficier plus de patients», a déclaré Zheng Shusen, vice-président de l'association chinoise des médecins, cité par l'agence Chine Nouvelle.

Intervenant lors d'un Congrès de la Greffe de la Chine, tenu vendredi à Chengdu, capitale de la province chinoise du Sichuan, le chef du Centre de greffe des

organes de l'Hôpital de l'Ouest de la Chine, Yang Jiayin, a appelé à une plus large implication de personnes «dans cette grande cause».

Le directeur du Comité national du don d'organes et de la greffe de la Chine Huang Jiefu a plaidé pour sa part, pour l'amélioration de «l'assurance maladie pour les bénéficiaires de greffes afin de

réduire leur fardeau financier». Les essais de don d'organes volontaire qui ont été lancés par la Chine, en 2010 ont été généralisés à l'échelle du pays en 2013. «Le don volontaire est la seule source légitime pour la greffe après que le commerce d'organes a été criminalisé en 2011 et que l'utilisation des organes des prisonniers exécutés a

été interdite en 2015», a rapporté l'agence. En juillet dernier, Guo Yanhong, responsable de la Commission nationale de la Santé, a indiqué que la Chine deviendrait le pays au «plus grand nombre de donneurs d'organes» d'ici à 2020. En Chine, environ 300 000 patients attendent une greffe chaque année.

H. L.

## Brésil La légalisation de l'avortement débattue à la Cour suprême

La Cour suprême du Brésil a débuté vendredi une série d'audiences publiques sur la légalisation de l'avortement, l'accès à l'IVG étant actuellement très limité dans le plus grand pays d'Amérique latine.

Le débat public, qui se poursuivra aujourd'hui, réunit des spécialistes de la santé, des représentants d'ONG et des leaders religieux. Il porte sur un jugement de la Cour qui pourrait autoriser l'avortement jusqu'à la douzième semaine de grossesse.

La date du jugement n'a toujours pas été fixée. L'IVG n'est autorisée au Brésil qu'en cas de viol, de risque pour la mère ou de grave malformation du fœtus. En dehors de ces cas de figure, toute femme recourant à l'avortement risque jusqu'à trois ans de prison.

Le sujet est particulièrement délicat dans un pays marqué par l'influence croissante des mouvements conservateurs émanant d'églises évangéliques néo-pentecôtistes.

L'une des premières personnes à intervenir lors de l'audience publique est une représentante du ministère de la Santé, Maria de Fatima, qui a affirmé qu'en dépit d'une législation très restrictive, un cinquième des femmes brésiliennes a déjà avorté.

Selon elle, 203 Brésiliennes meurent chaque année à l'issue d'avortements clandestins et 250 000 sont hospitalisées à la suite de complications. Ce débat a lieu à quelques jours d'un vote crucial en Argentine, où le Sénat doit se prononcer le 8 août sur un projet de loi autorisant l'IVG jusqu'à la 14e semaine de grossesse. La question de l'avortement est également très présente dans les débats électoraux en vue de la présidentielle brésilienne d'octobre.

L'ex-président de gauche, Luiz Inacio Lula da Silva, qui a l'intention de se présenter même s'il est incarcéré depuis avril pour corruption, est ouvertement pour la légalisation de l'IVG, tandis que le candidat d'extrême droite Jair Bolsonaro est radicalement contre. L'écologiste Marina Silva, de confession évangélique, est contre l'avortement à titre personnel, mais se dit ouverte à la tenue d'un référendum pour trancher sur la question. La Confédération nationale des évêques du Brésil (Cnbb) est revenu à la charge mercredi dernier en affirmant que le droit à la vie est «inconditionnel» et «à toute étape de la vie». R. S.



# CONFLITS ►►

Afghanistan

## Trois soldats de l'Otan tués dans un attentat-suicide

Un soldat américain a été blessé ainsi que deux soldats afghans dans la même attaque, ajoute RS dans un communiqué, qui ne mentionne pas la nationalité des trois victimes décédées.



Les talibans ont revendiqué sur Twitter «une explosion contre les forces de l'invasisseur américain à Charikar hier qui a tué et blessé huit Américains», se rapportant possiblement à cet attentat.

«L'attentat s'est produit près de Charikar dans la province de Parwan» à environ 70 km au nord de Kaboul, a précisé à

l'AFP, le lieutenant-colonel Martin O'Donnell, officier de presse de RS.

«Trois membres de Resolute Support ont été tués par un kamikaze au cours d'une patrouille conjointe avec les forces afghanes dans l'est de l'Afghanistan», précise RS dans son communiqué - la capitale afghane est située dans la moitié est du pays.

Le gouverneur de la province de Parwan a ajouté que l'attentat s'est produit «vers 6h00 hier (1h30 GMT) près de la ville de Charikar».

«Un kamikaze à pied a visé un convoi des forces américaines à Charikar, mais nous n'avons aucune information sur leurs victimes» a indiqué à l'AFP, Wahida Shahkar, porte-parole du gouverneur provincial.

## Le bilan de l'attaque d'une mosquée chiite s'alourdit à 35 morts

Le bilan s'est alourdi samedi à Gardez, dans l'est de l'Afghanistan, où les autorités ont dénombré 35 morts et 94 blessés au lendemain de l'attentat de deux kamikazes en burqa dans une mosquée chiite, revendiqué par les jihadistes du groupe Etat islamique.

"Parmi les 35 morts, trois étaient des enfants" a déclaré à l'AFP Shamim Khan Katawazi, gouverneur de la province de Paktia, précisant que "parmi les 94 blessés, dix-sept, dans un état critique, ont été transférés par hélicoptère à Kaboul". Un précédent bilan faisait vendredi état de 29 morts et 81 blessés.

Le chef de la police provinciale, le général Raz Mohammad Mandozai, a confirmé le nouveau décompte de victimes, ainsi que la présence d'enfants parmi elles.

Les kamikazes déguisés en femmes, dissimulant leurs vestes explosives sous les burqas, ont fait irruption dans la mosquée en pleine prière du vendredi et ont ouvert le feu sur les croyants avant d'activer leurs charges, provoquant un carnage.

Ce n'est pas la première fois que des kamikazes se présentent sous une burqa, profitant du fait que les femmes sont rarement fouillées.

Dans la soirée de samedi, le groupe Etat islamique (EI) a revendiqué l'attaque via son organe de propagande Amaq, selon le site américain spécialisé dans la surveillance des groupes islamistes et extrémistes Site.

Les talibans avaient rapidement fait savoir qu'ils n'avaient "rien à voir" dans ce massacre, désignant une nouvelle fois, implicitement, l'EI.

AFP

Syrie

## Daech a exécuté l'un des otages enlevés à Soueida

Le groupe jihadiste Etat islamique (EI) a exécuté un jeune homme qui faisait partie des dizaines d'otages druzes qu'il a enlevés le mois dernier dans la province méridionale syrienne de Soueida, ont indiqué hier un média syrien en ligne et une ONG.

L'étudiant de 19 ans a été décapité jeudi après avoir été enlevé avec plus de 30 personnes, des femmes et des enfants pour la plupart, d'un village de Soueida lors d'un assaut sanglant mené le 25 juillet par l'EI, a affirmé à l'AFP, le journaliste Nour Radwan

qui dirige Soueida 24.

Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (Osdh), il s'agit du premier otage exécuté depuis les enlèvements.

Soueida 24 et l'Osdh avaient fait état de l'enlèvement d'une trentaine de femmes et d'enfants, ainsi que de 17 hommes «portés disparus», après les attaques de l'EI le 25 juillet, dont des attentats-suicides, dans plusieurs localités de la province qui ont fait plus de 250 morts, l'un des bilans les plus lourds depuis le début de la guerre en 2011.

Selon l'Osdh, les jihadistes réclament la

libération par le régime de combattants de l'EI capturés dans la province voisine de Deraa.

L'EI n'a pas revendiqué les enlèvements, mais des sources locales affirment que les familles des détenus ont reçu des photos et vidéos envoyées par les jihadistes sur leurs téléphones.

Vendredi, l'un des plus hauts dignitaires druzes en Syrie a affirmé à l'AFP, que la Russie, alliée du président Bachar al-Assad, menait des pourparlers avec l'EI en vue de la libération des otages.

AFP

Irak

## Une ligne haute tension ciblée par des attaques terroristes

Le ministère irakien de l'Electricité a indiqué dimanche qu'une ligne à haute tension alimentant trois provinces du nord de l'Irak a été la cible de huit attaques terroristes en deux mois, ont rapporté des médias locaux.

Le ministère a annoncé qu'il a du une nouvelle fois intervenir pour réparer la ligne haute tension Kirkouk-Diyala (400 kV) après «des actes de sabotage terroristes qui ont entraîné la coupure de la ligne» et plongé dans le noir des zones des provinces de Salaheddine, de Kirkouk et de Ninive.

La situation est désormais revenue à la normale pour les habitants, a indiqué une source au sein du ministère.

Mais, ces nouveaux dégâts constituent «la huitième attaque visant cette ligne en deux mois», selon le ministère irakien de l'Electricité.

L'approvisionnement en électricité est une question cruciale en Irak où les coupures d'électricité sont chroniques.

Début juillet, au cœur de l'été avec des températures atteignant parfois les 50 degrés, la pénurie a provoqué de nouvelles manifestations dans le pays et même coûté son poste au ministre en charge.

Bagdad avait déclaré en décembre sa victoire contre le groupe terroriste autoproclamé Etat islamique (Daech/EI). Mais des cellules clandestines se maintiennent dans le pays, notamment dans la région montagneuse de Kirkouk.

R. A.

Dans son conflit avec les Etats-Unis

## L'Iran refuse d'être contraint à négocier

L'Iran n'acceptera pas d'être contraint à négocier, en particulier avec le président des Etats-Unis, Donald Trump, qui «a violé ses obligations», a déclaré samedi, Bahram Qasemi, porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères.

«Si les Etats-Unis veulent des négociations, ils doivent cesser d'exercer des pressions et de prendre des sanctions», a déclaré M. Qasemi, cité par l'agence de presse officielle Irna.

«Dans de telles circonstances, il ne peut pas y avoir de négociations», a-t-il affirmé, ajoutant que «le peuple iranien résistera aux pressions et finira par l'emporter».

Parallèlement, M. Qasemi a rejeté la possibilité d'une «guerre» entre Téhéran et Washington, précisant qu'«aucun pays n'est en mesure de mener de telles actions dans le monde actuel».

Selon lui, Téhéran espère que les pays européens vont soumettre un ensemble de propositions pratiques qui sauveront l'accord sur le nucléaire iranien, ou Plan d'action global commun (Jcpoa), après le retrait des Etats-Unis en mai.

L'Iran souhaite que l'Europe lui garantisse le maintien de la coopération bancaire et des investissements dans les champs pétroliers iraniens, ainsi que la poursuite de la coopération entre les petites et moyennes entreprises iraniennes et européennes, a souligné M. Qasemi.

Suite à la décision de M. Trump, le 8 mai dernier, de quitter l'accord historique sur le nucléaire iranien, les Etats-Unis ont promis de réimposer les sanctions levées dans le cadre de l'accord à l'encontre de l'Iran et d'infliger des peines, telles que des sanctions secondaires aux pays qui ont des liens commerciaux avec l'Iran.

Le retrait de Washington de l'accord historique sur le nucléaire iranien a été critiqué dans le monde entier. Certains de ses principaux alliés européens ont œuvré pour empêcher que l'accord de 2015 ne s'effondre.

Reda A.



Zimbabwe

# Les opposants arrêtés restent en prison, le président joue l'apaisement

La justice zimbabwéenne n'a pas tranché samedi le cas de la vingtaine d'opposants emprisonnés depuis jeudi, après la victoire contestée du président sortant Emmerson Mnangagwa, qui a appelé à l'apaisement dans l'espoir de tourner la page de l'ère Mugabe.



**M**nangagwa a obtenu de justesse la majorité (50,8%) des voix à l'élection présidentielle de lundi, la première depuis la chute du président Robert Mugabe, tombé en novembre après près de quatre décennies au pouvoir. Il appartient, comme M. Mugabe, au parti de la Zanu-PF, aux commandes du pays depuis l'indépendance en 1980.

Après un vote dans le calme, la situation a dégénéré mercredi quand la police et l'armée ont réprimé une manifestation de l'opposition, faisant au moins six morts.

Le lendemain, la police a perquisitionné les locaux du Mouvement pour le changement démocratique (MDC, opposition), arrêtant une vingtaine de personnes, inculpées de violences sur la voie publique.

Samedi, 24 personnes dont huit femmes ont comparu devant le tribunal de Harare, qui a renvoyé l'audience à lundi pour décider de leur éventuelle mise en liberté provisoire.

"Ils savent qu'ils sont innocents mais ils veulent juste les punir et nous faire peur", a réagi Gideon Pate, un militant du MDC.

La situation était calme samedi à Harare mais restait tendue, notamment en banlieue. A Chitungwiza (banlieue sud), "des gens ont été battus par des soldats hier (vendredi) soir", a affirmé Christine, une commerçante. "Ils n'avaient rien fait. Les soldats sont enco-

re là, on a peur de sortir".

- **"Construire un nouveau Zimbabwe"** -

La même nuit, un journaliste de NewsDay a été arrêté pendant plusieurs heures par la police, qui l'a empêché de couvrir ses opérations à Kuwadzana (banlieue ouest), selon l'institut de défense de la presse Misa.

Plusieurs victimes de la répression ont été enterrées samedi. Les funérailles de Sylvia Maphosa, une femme tuée par balles, ont rassemblé plusieurs centaines de personnes, de même que celles de Ishmail Kumire, un marchand de fruits, lui aussi tué par balles mercredi.

"Il vendait juste ses tomates. C'était un partisan du parti au pouvoir - et c'est ce même parti qui l'a tué", a affirmé son frère, Steven Matope.

De son côté, Emmerson Mnangagwa, 75 ans, joue la carte de l'apaisement. L'élection marque "un nouveau départ" pour "construire un nouveau Zimbabwe pour tous", a-t-il déclaré vendredi.

Il a promis une enquête indépendante sur les violences et dénoncé certaines méthodes policières. Il a aussi défendu son élection, assurant qu'elle avait été "libre, juste et crédible".

Sans convaincre Nelson Chamisa, le jeune chef de l'opposition, âgé de 40 ans, qui a de nouveau dénoncé samedi des fraudes. "Nous avons gagné, mais ils ont déclaré le

contraire. Vous avez voté et ils ont triché", a-t-il estimé sur son compte Twitter.

Le MDC a promis de saisir la justice, assurant avoir des "preuves" des fraudes.

Une fois saisie, la justice a 14 jours pour se prononcer. Le vainqueur sera alors investi président dans les 48 heures.

- **"Les gens ont faim"** -

"Mnangagwa et son parti savent que le pays a besoin de la bonne volonté de la communauté internationale. S'ils déploient de nouveaux soldats et si davantage de personnes sont tuées, ça n'annoncera rien de bon pour lui", a estimé Anthoni Van Nieuwkerk, professeur de relations internationales à l'université Wits de Johannesburg.

"Le véritable défi, ce n'est pas la représentation politique mais la relance de l'économie. Les gens n'ont pas de travail, ils ont littéralement faim (...). Ce défi ne peut être surmonté que si le vainqueur et le second travaillent ensemble", a-t-il ajouté.

Les Etats-Unis ont déploré les violences mais "encouragé" vendredi "tous les responsables politiques à montrer de la magnanimité dans la victoire et de la courtoisie dans la défaite".

La Corée du Nord, un des alliés de longue date du régime de Robert Mugabe, a elle félicité samedi le nouveau président espérant "renforcer encore des liens historiques".

Arrivé à la présidence en novembre après

un coup de force de l'armée qui a renversé Robert Mugabe, Mnangagwa a légitimé son pouvoir avec ce double scrutin, confortant même sa position à l'Assemblée: son parti a raflé les deux-tiers des sièges lors des législatives.

L'ex-bras droit de Robert Mugabe, soupçonné de se démarquer de l'ancien président autocrate, s'était engagé à organiser des élections libres. Sous Mugabe, les scrutins étaient marqués par fraudes et violences. En 2008, plus de 200 personnes avaient été tués.

Amnesty International s'est inquiétée de "l'arrestation arbitraire d'au moins 60 personnes". Elle a appelé le président à "tenir ses promesses", en "ordonnant aux forces de sécurité de mettre fin à leur campagne brutale de torture, d'intimidation et de suppression de voix dissidentes".

Emmerson Mnangagwa traîne une réputation sulfureuse. En tant que chef de la sécurité nationale sous Mugabe, il a dirigé en 1983 la répression dans les provinces dissidentes du Matabeleland (ouest) et des Midlands (centre), qui ont fait environ 20.000 morts.

AFP

Burundi

## Un parti d'opposition dénonce un blocage du dialogue

L'élaboration de la Feuille de route pour les élections de 2020 du Burundi a frustré le parti Sahwanya FRODEBU (Front pour la Démocratie au Burundi), parti d'opposition burundaise qui la considère comme préétablie unilatéralement, alors que ses concepteurs ont déclaré se réjouir que ce parti d'opposition participe aux réunions qu'il avait toujours boycottées.

"Pour nous, cette Feuille de route était préétablie et on veut court-circuiter le dialogue qui est organisé à la sous-région, car d'après des informations que nous détenons, il y aura bientôt des invitations qui seront données pour aller préparer une Feuille de route pour les élections de 2020", a déclaré Fenias Nigaba, porte-parole du parti Sahwanya FRODEBU, ce samedi sur les ondes des radios locales, au lendemain de la signature de cette feuille de route dans le nord-ouest du pays par les partis politiques burundais agréés, sauf deux, à savoir le parti FRODEBU et le Rassemblement national pour le changement (RANAC).

M. Nigaba a également dénoncé le fait que le parti au pouvoir n'a laissé aucun parti de l'opposition entrer dans la commission chargée de la gestion des documents qui constituaient les matières premières de la Feuille de route.

Le même jour, le ministre burundais de l'Intérieur, de la Formation patriotique et du Développement local, Pascal Barandagiye, a rejeté toutes ces allégations, indiquant que le parti d'opposition a été invité à participer à des réunions consacrées à la préparation des documents ayant étoffé la Feuille de route. Pour lui, le parti Sahwanya FRODEBU a toujours opté pour la politique de la chaise vide. Les prochaines élections générales du Burundi devraient avoir lieu en 2020.

R. A.

Dans le cadre du rapprochement entre les deux pays

## Premier vol d'Eritrean Airlines vers l'Ethiopie

**L**a compagnie aérienne Eritrean Airlines a effectué samedi son premier vol commercial à destination de l'Éthiopie, entre Asmara et Addis Abeba, marquant une nouvelle étape sur la voie du rapprochement entre les deux capitales, a annoncé le gouvernement érythréen. "Eritrean Airlines a commencé des vols réguliers vers Addis Abeba aujourd'hui (samedi)", a indiqué sur son compte Twitter le ministre érythréen de l'Information, Yemane Gebremeskel.

Un premier avion, avec à son bord les ministres érythréens du Transport et du Tourisme, a atterri à l'aéroport Bole International d'Addis Abeba, où l'attendaient de hauts responsables éthiopiens.

Les liens aériens entre l'Érythrée et l'Éthiopie avaient été rompus au début du conflit qui les avait opposées entre 1998 et 2000, faisant quelque 80.000 morts, et qui avait débouché sur une longue période d'hostilité.

Mais les deux voisins de la Corne de l'Afrique ont réussi ces dernières semaines un spectaculaire rapprochement. Ils ont signé le 9 juillet une déclaration commune mettant fin à près de deux décennies d'état de guerre.

Ils ont depuis restauré leurs relations diplomatiques et les premiers vols commerciaux entre Addis Abeba et Asmara, conduits par Ethiopian Airlines, ont repris le 18 juillet.

Actuellement, Eritrean Airlines, fondée en 1991 mais qui n'a effectué ses premiers vols

qu'en 2003, dispose d'un avion en location, un Boeing 737.

"La nouvelle route permettra d'étendre les vols régionaux de la compagnie vers Le Caire, Khartoum, Jeddah et Dubaï", a ajouté M. Yemane.

Le mois dernier, le directeur général d'Ethiopian Airlines, Tewolde GebreMariam, avait annoncé son intention d'acquiescer des parts dans Eritrean Airlines pour renforcer les liens commerciaux entre les deux pays.

Ethiopian Airlines est l'une des compagnies d'Afrique à la plus forte croissance et a ces dernières années acquis des parts dans plusieurs autres compagnies du continent.

AFP



Venezuela

# Maduro indemne après un " attentat " aux drones

**Le président vénézuélien, Nicolas Maduro, est sorti indemne d'un " attentat " commis contre lui samedi à Caracas avec plusieurs drones chargés d'explosif, a annoncé le gouvernement, qui a accusé l'opposition d'être responsable de cette action.**

« **A**ujourd'hui, on a essayé de m'assassiner », a ensuite déclaré M. Maduro dans un discours télévisé. Il a accusé le président colombien Juan Manuel Santos d'être impliqué dans « l'attentat » contre lui.

Sept militaires ont été blessés et hospitalisés dans l'attaque, a indiqué le ministre de la Communication, Jorge Rodriguez.

« Il s'agit d'un attentat contre la personne du président Nicolas Maduro », a déclaré le ministre après l'incident où l'on a vu M. Maduro, en direct à la télévision gouvernementale, interrompre le discours qu'il prononçait lors d'une cérémonie militaire dans le centre de Caracas.

En pleine allocution, après une détonation, M. Maduro, son épouse Cilia Flores et les hauts gradés qui les entouraient sur une estrade ont regardé vers le ciel, l'air surpris et inquiet.

Après quoi la caméra a montré plusieurs centaines de soldats en train de rompre soudainement les rangs et de se mettre à courir sur l'avenue où se déroulait l'événement, dans une certaine confusion. La télévision



d'Etat a ensuite coupé la retransmission.

Selon le ministre, « une charge explosive a détoné à proximité de l'estrade présidentielle » et d'autres charges ont explosé en plusieurs endroits de la parade.

M. Maduro « en est sorti complètement

indemne et se trouve en ce moment en train d'effectuer son travail habituel », a déclaré le ministre de la Communication.

Le président, a-t-il toutefois indiqué, « est en réunion permanente avec le haut commandement politique, avec les ministres et

avec le haut commandement militaire ».

## Sept blessés

Les explosions ont « causé des blessures à sept membres » de la Garde nationale bolivarienne qui étaient déployés sur le lieu de la cérémonie militaire, et ces effectifs « reçoivent actuellement des soins » dans des hôpitaux, a indiqué M. Rodriguez.

Le gouvernement a accusé « l'extrême droite », expression par laquelle il désigne l'opposition, d'être derrière cet « attentat ».

Quelques minutes après, les forces de l'ordre étaient en train d'inspecter un immeuble qui se trouvait à proximité et dont la façade était noircie, a constaté l'AFP.

Au Venezuela, tous les voyants économiques sont au rouge vif depuis des années. L'inflation pourrait atteindre 1 000 000 % à la fin 2018, selon le Fonds monétaire international, alors que le PIB devait s'effondrer de 18%. Aliments, médicaments ou biens de consommation courante: la pénurie est généralisée dans ce pays où les services publics, des soins à l'électricité, en passant par l'eau ou les transports, se sont fortement dégradés. Cet incident intervient le jour du premier anniversaire de la très contestée Assemblée constituante vénézuélienne qui a permis au gouvernement d'asseoir son pouvoir et de neutraliser l'opposition.

Profitant des divisions du camp anti-Maduro, cette instance, uniquement composée de partisans du chef de l'Etat et qui dispose de prérogatives élargies, s'est attribuée la plupart des compétences du Parlement, seule institution du pays contrôlée par l'opposition. La Constituante a avancé l'élection présidentielle, qui a vu, le 20 mai, la réélection de Maduro jusqu'en 2025, en l'absence de l'opposition. Une victoire non reconnue par une grande partie de la communauté internationale.

AFP

## Derrière les sanctions, le flou demeure sur la stratégie américaine face à l'Iran

■ De lourdes sanctions américaines frapperont de nouveau l'Iran mardi, entérinant la ligne dure affichée par Donald Trump depuis son retrait unilatéral de l'accord sur le nucléaire iranien, sans éclaircir cependant sa stratégie à long terme face à Téhéran.

La première vague de nouvelles sanctions entrera en vigueur mardi à 04h01 GMT (00h01 à Washington). Elle inclura des blocages sur les transactions financières et les importations de matières premières, ainsi que des sanctions sur les achats dans le secteur automobile et l'aviation commerciale.

Une seconde phase de sanctions s'abattra en novembre sur le secteur pétrolier et gazier ainsi que la banque centrale.

Déjà sous le coup du plongeon spectaculaire de leur monnaie, les Iraniens se demandent où va désormais mener cette crise entre les deux pays.

Après avoir claqué la porte de l'accord, signé en 2015 entre Téhéran et les grandes puissances, l'administration Trump ne s'en cache pas: elle compte frapper

l'Iran d'une « pression maximale », diplomatique et économique.

Mais le doute demeure sur ses visées à long terme, et sur les risques accrus, ou non, d'un conflit. D'autant que Washington souffle le chaud et le froid.

### « Mère de toutes les guerres »

Donald Trump a ainsi surpris, la semaine dernière, en affirmant être prêt à rencontrer les dirigeants iraniens « quand ils veulent », ce que Téhéran a refusé.

Même si son chef de la diplomatie, Mike Pompeo, a rapidement tempéré cette déclaration, les propos du président républicain ont d'autant plus étonné qu'ils survenaient après une nette escalade de tensions verbales avec son homologue iranien, Hassan Rohani.

Ce dernier avait le premier conseillé à Donald Trump, fin juillet, de « ne pas jouer avec la queue du lion », affirmant qu'un conflit avec l'Iran serait la « mère de toutes les guerres ».

Le bouillant milliardaire républicain avait alors menacé, en toutes majuscules sur Twitter, de « conséquences telles que peu au cours de

l'histoire en ont connues auparavant ».

Peu après, le ministre américain de la Défense, Jim Mattis, avait affirmé que Washington ne cherchait pas à faire tomber le régime iranien.

« Nous avons besoin qu'ils changent leur comportement sur un certain nombre de menaces posées par leur armée, leur service secret, leurs représentants et leurs intermédiaires », avait-il expliqué.

Partisan d'une ligne dure face à l'Iran, le conseiller à la sécurité nationale de Donald Trump, John Bolton, a lui par le passé plaidé publiquement en faveur d'un changement de dirigeants.

« Pour Bolton et les autres, la pression est une fin en soi », analyse Suzanne Maloney, chercheuse au centre de réflexion Brookings Institution.

Aux yeux de l'administration Trump, « tant mieux si elle mène à une capitulation » face aux demandes américaines, mais « encore mieux si elle mène à un changement de régime », affirme-t-elle à l'AFP.

« L'Iran et son économie, vont

très mal et cela va vite. Qu'il y ait une réunion ou pas importe peu. C'est à eux de voir », a twitté Donald Trump samedi soir.

### « Crédibilité » de l'armée américaine

La ligne dure de Washington semble en tout cas avoir déjà eu un impact.

Ainsi, à la surprise de responsables militaires américaines, aucune friction entre navires militaires américains et forces iraniennes n'a été rapportée dans le Golfe cette année alors que les Etats-Unis ont par le passé accusé Téhéran de s'en prendre régulièrement à leurs soldats.

Si l'Iran sent une volonté « de fer du côté américain, ils reculent, s'ils sentent une confusion du côté américain, ils poussent... et en ce moment, ils perçoivent le fer », affirme Mark Dubowitz, du think tank Foundation for Defense of Democracies, qui avait plaidé pour une renégociation de l'accord iranien.

Soulignant que l'Iran a testé moins de missiles dernièrement, ce dernier estime que le ton utilisé par

Donald Trump abaisse en fait les risques d'escalade vers un conflit.

« Il estime qu'en parlant fermement, il renforce la crédibilité du pouvoir militaire américain », explique-t-il à l'AFP.

### Trump et Rohani à New York

A moyen terme, les analystes entrevoient plusieurs scénarios.

Les sanctions et l'isolement diplomatique pourraient pousser le régime iranien à s'asseoir à la table des négociations.

La crise financière et le malaise social pourraient également s'aggraver au point de pousser les dirigeants dehors, tout en risquant également de galvaniser le sentiment anti-américain.

Enfin, le régime iranien pourrait revenir sur ce que Washington désigne comme son « influence néfaste » dans la région, notamment son soutien au dirigeant syrien Bachar al-Assad.

En attendant, les deux présidents, Trump et Rohani, viendront chacun s'adresser en septembre à l'Assemblée générale des Nations unies, à New York.

AFP





# Au restaurant en Chine, le serveur est un robot

**Le petit robot roule jusqu'à la table, relève le couvercle de plexiglas, dévoilant un plat d'écrevisses, et lâche un mécanisme "Bon appétit". Dans ce restaurant futuriste de Shanghai, les automates ont remplacé les serveurs.**

**A**vec ce concept, le géant chinois du commerce en ligne Alibaba poursuit son ambition de moderniser les services dans un pays où l'intelligence artificielle et la robotique sont de plus en plus intégrées au commerce.

Avec ses restaurants Robot.He et ses boîtes automatisées de la taille d'un four micro-ondes qui roulent sur une piste dédiée pour apporter son plat au client, Alibaba entend augmenter l'efficacité du service et abaisser le coût du travail.

«A Shanghai, un serveur coûte jusqu'à 10 000 yuans par mois (1 250 euros). Cela fait des centaines de milliers de yuans par an. Et il faut deux équipes de serveurs», explique Cao Haitao, chef de produit chez Alibaba, à l'origine du concept.

«Mais pas besoin de deux équipes de robots et ils sont de service chaque jour».

Les restaurants Robot.He dépendent de la chaîne de supermarchés semi-automatisés Hema, appartenant également à Alibaba, où les clients remplissent leur caddie via une application mobile et reçoivent leurs achats à la caisse par tapis roulant ou directement livrés chez eux.

Les 57 supermarchés Hema répartis dans 13 villes chinoises auront tous à terme leur restaurant Robot.He

Pour les experts, ce concept sert toutefois davantage de vitrine technologique à la firme

de Jack Ma que de nouveau modèle d'affaires dans un pays où le coût du travail reste relativement faible.

Mais ces restaurants sont aussi typiques du recours effréné aux nouvelles technologies dans un pays décidé à devenir un leader de l'intelligence artificielle sous l'impulsion du gouvernement.

Les paiements en ligne depuis le téléphone portable rivalisent déjà avec les billets pour de nombreux achats et des pans croissants du commerce de proximité, des pharmacies aux librairies, se passent dorénavant de caisses.

## Le coût reste élevé

Le grand rival d'Alibaba, JD.com, compte lui aussi ouvrir d'ici à 2020, 1.000 restaurants où les plats seront préparés et servis par des robots.

Et comme Amazon aux Etats-Unis, JD.com et d'autres entreprises chinoises envisagent de livrer des marchandises par drones.

Toutes ces innovations pourraient leur permettre de limiter leurs coûts alors que la croissance jusqu'ici galopante du commerce en ligne en Chine commence à stagner.

«Avant, tout le monde cherchait une expansion rapide. Mais la croissance est terminée et tout le monde se concentre sur l'amélioration de son fonctionnement», décrypte Jason Ding, spécialiste du commerce chinois chez Bain & Company.

«Il s'agit de diminuer les coûts et d'améliorer le service. Ces technologies utilisant des machines automatisées, bien utilisées, peuvent jouer un rôle», juge-t-il.

Chez Robot.He, les clients réservent leur table et commandent leurs plats sur une application dédiée.

Et l'attrait de la nouveauté provoque de longues queues devant le restaurant pour pouvoir se faire servir par un robot.

Ma Yiwen, 33 ans, est venue avec une dizaine de collègues.

«On aime tous manger et on est venu prendre notre pause-déjeuner pour tester un bon repas près de notre bureau. L'idée d'un robot livrant la nourriture à notre table est très innovante et on voulait le voir de nous-

même», explique-t-elle.

Ma Shengpeng vient chaque semaine, attiré par le prix. «Normalement, pour deux-trois personnes, un repas coûte 300-400 yuans (38-50 euros), mais ici c'est juste un peu plus de 100 yuans».

Mais si les robots permettent d'économiser sur le personnel, ils ne le remplaceront pas, estime Wang Hesheng, professeur de robotique à l'Université Jiaotong de Shanghai: le coût de ces robots reste selon lui trop élevé pour envisager leur généralisation.

A moins que le coût de la main d'oeuvre continue de croître, explique-t-il: «Si le coût du travail continue d'augmenter toujours plus, les robots compenseront».

AFP

## Corée du Nord : Washington impose des sanctions à une banque russe

■ Les Etats-Unis ont imposé vendredi des sanctions contre une banque russe en raison d'activités avec la Corée du Nord.

Washington a demandé au comité des sanctions des Nations unies contre la Corée du Nord d'inscrire sur sa liste noire l'établissement russe Agrosyoz Commercial Bank, pour avoir effectué une «importante transaction» pour le compte de Han Jang Su, représentant à Moscou de la FTB (Banque du commerce extérieur nord-coréenne).

Le vice-ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Riabkov, réagissant à l'annonce de ces sanctions américaines, a assuré vendredi que les mesures américaines pour faire pression sur la Russie ne marchaient pas.

«Même les hommes politiques américains atteints d'une forme particulièrement aiguë de russophobie commencent à reconnaître que les efforts pour exercer des pressions sur la Russie ne marchent pas», a-t-il dit.

A New York, la représentante permanente des Etats-Unis à l'ONU, Nikki Haley, a accusé par ailleurs Moscou d'avoir violé les sanctions des Nations unies contre la Corée du Nord, citant des «informations crédibles» d'après lesquelles la Russie continue d'accorder des permis de travail à des Nord-Coréens.

Le Wall Street Journal rapportait jeudi que la Russie avait accueilli des milliers de travailleurs nord-coréens au cours de l'année écoulée et délivré un permis de travail à au moins des centaines d'entre eux, ce qui pourrait constituer une violation des sanctions de l'ONU visant la Corée du Nord.

Le WSJ, qui s'appuie sur des données du ministère russe de l'Intérieur qu'il a pu se procurer, rapporte que plus de 10 000 Nord-Coréens se sont enregistrés en Russie depuis septembre dernier et qu'au moins 700 permis de travail ont été accordés cette année.

En marge du sommet de l'Association des nations du Sud-Est asiatique (Asean) à Singapour, le secrétaire d'Etat américain a dit samedi avoir toutes les raisons de croire en les informations sur les permis de travail accordés par la Russie à des Nord-Coréens.

«Nous allons discuter avec Moscou», a déclaré Mike Pompeo, soulignant la nécessité pour les membres du Conseil de sécurité de l'ONU d'appliquer les sanctions décidées contre la Corée du Nord en 2006 et de nouveau renouvelées l'année dernière. A la suite de la parution de l'article du WSJ, Moscou a nié avoir accueilli des milliers de travailleurs nord-coréens et leur avoir délivré des permis de travail.

Reuters

## A Séoul, affluence record à une manifestation de femmes contre les caméras espions

■ Une nouvelle manifestation pour exiger du gouvernement sud-coréen de réprimer davantage la «pornographie par caméra-espion» a attiré samedi à Séoul une foule record de 70 000 femmes, selon ses organisateurs. Ce sont 10 000 de plus que la précédente édition de cette manifestation mensuelle, malgré une canicule sans précédent dépassant les 37 degrés. Ces rassemblements organisés depuis mai n'ont cessé de gagner en ampleur, devenant les plus importantes manifestations de femmes en Corée du Sud, où la déferlante du mouvement #MeToo a libéré la colère autant que la parole.

Les manifestations dénoncent un phénomène grandissant baptisé «molka»: des vidéos de femmes tournées à leur insu dans les toilettes, à l'école, dans les trains, les vestiaires... qui sont devenues omniprésentes. Chaque jour ou presque, la presse annonce l'arrestation d'hommes pris en train de filmer secrètement des femmes dans leur intimité. Les voyeurs sont des professeurs, des médecins, des pasteurs, des responsables gouvernementaux, des policiers et même un juge. Ils écoupent généralement d'amendes ou de peines de prison avec sursis. Les manifestantes réclament des peines plus sévères et la fermeture des sites qui diffusent les vidéos.

«Les toilettes pour femmes dans ce pays sont infestées de caméras espions !», ont scandé en chœur les manifestantes rassemblées samedi sur la place Gwanghwamun, théâtre habituel des manifestations de masse à Séoul. Elles ont appelé le gouvernement à «réprimer ces crimes». Certaines agitaient des banderoles proclamant «nous ne pouvons plus vivre comme ça» ou «Corée du Sud, pays des caméras-espions». La plupart cachaient leur visage sous des chapeaux, des lunettes de soleil et des masques chirurgicaux, par crainte de subir des représailles ou d'être harcelées sur Internet. Le nombre de signalements à la police impliquant des caméras espions est passé de 1 100 en 2010 à 6 500 l'année dernière.

AFP



Argentine

# Des milliers de manifestants contre la légalisation de l'avortement

Des milliers de fidèles convoqués par les églises évangéliques d'Argentine ont manifesté samedi à Buenos Aires contre le projet de légalisation de l'avortement qui doit être examiné par le Sénat mercredi.



Les églises évangéliques ont occupé le devant de la scène dans ce mouvement en appelant à manifester dans le centre de la capitale sous le mot d'ordre «Sauvons les deux vies» (celle de l'enfant à naître et celle de la mère).

Dans le pays du pape François, où le catholicisme est majoritaire, de nombreuses paroisses de l'Église catholique se sont jointes au rassemblement.

«L'avortement est une pratique criminelle et non une politique de santé, comme on essaie de le faire», ont déclaré les organisateurs de la manifestation, rejetant l'un des arguments des partisans de la légalisation, selon lequel c'est la clandestinité de cette pratique qui provoque chaque année la mort de dizaines de femmes.

Le projet de loi, qui doit être examiné par les sénateurs à partir de mercredi, autorise l'IVG jusqu'à 14 semaines de grossesse et prévoit sa gratuité dans tous les centres de santé du pays.

Le Sénat, plus conservateur que la Chambre des députés qui a déjà voté le projet de loi, semble s'orienter vers un rejet du texte.

«Je doute que la loi soit adoptée parce qu'elle est un affront à notre Constitution, et je sais que les sénateurs ne le permettront pas. L'Argentine est pro-vie», a déclaré à l'AFP Josefina Blanco, arborant une écharpe bleue, symbole des opposants à la légalisation.

Dans cette dernière ligne droite avant le vote de mercredi, l'enjeu est de «gagner la rue», après le rôle déterminant joué par les manifestations aux foulards verts, emblèmes de la lutte pour la légalisation de l'avortement, dans le vote des députés en faveur de la légalisation (129 à 125) le

14 juin dernier. Très influente en Argentine, l'Église catholique organise une messe à la cathédrale de Buenos Aires, mercredi 8 août en même temps que le débat au Sénat.

Le débat divise la société ainsi que les partis politiques argentins, depuis qu'il a été initié par le président Mauricio Macri, qui s'est déclaré contre l'avortement. Mais certains membres du gouvernement ont assuré qu'il ne mettrait pas son veto si la loi

était approuvée. En Argentine, aux termes de la législation actuelle, l'avortement est légal seulement en cas de viol, ou lorsque la vie de la mère est en danger, mais selon les ONG près de 500.000 avortements clandestins sont pratiqués chaque année.

En Amérique latine, le droit à l'avortement n'existe qu'en Uruguay, à Cuba et à Mexico, capitale du Mexique.

AFP

Nicaragua

## Manifestation de soutien aux médecins licenciés par le pouvoir

Des milliers de personnes ont défilé samedi à Managua pour soutenir les médecins licenciés par le gouvernement pour avoir soigné les opposants blessés au cours des manifestations qui, depuis mi-avril, ont fait 317 morts et au moins 2.000 blessés.

Simultanément, des milliers de personnes favorables au président Daniel Ortega ont manifesté à l'appel du gouvernement pour demander «justice pour les victimes du terrorisme». «Arrêtez les abus», «Vive les médecins», «Ils sont médecins, pas terroristes», ont scandé sur environ 4 kilomètres les manifestants anti-gouvernementaux, parmi lesquels se trouvaient des médecins en blouse blanche.

La majorité des participants portaient un masque ou un foulard afin de masquer leurs visages par crainte d'éventuelles représailles. Une centaine de médecins ont déclara-

ré avoir été licenciés des hôpitaux publics de plusieurs villes du pays pour avoir porté secours à des personnes blessées lors des manifestations.

Ce qui s'est passé «est une horreur», a déclaré à l'AFP l'ex-ministre de la Santé (1982-1985) Lea Guido, rappelant que des manifestants blessés par balles sont morts en raison d'un refus de soins dans certains hôpitaux. «C'est criminel de refuser l'accès aux services médicaux, les hôpitaux deviennent des prisons et des outils de la répression», a-t-elle ajouté. La dissidente sandiniste Monica Baltodano a qualifié de «barbare» les actions du gouvernement.

Selon elle, M. Ortega «a ordonné aux directeurs des hôpitaux de ne pas soigner les manifestants, et il demande maintenant des listes des personnes blessées afin de les poursuivre, c'est très grave».

Dans une autre partie de la capitale, des milliers de personnes se sont rassemblées devant le siège de l'Université d'Amérique centrale, à l'appel du gouvernement, pour demander «justice pour les victimes du terrorisme». Un camion menait ce cortège dans lequel les manifestants brandissaient des pancartes qualifiant les militants anti-gouvernementaux de «putschistes» et de «terroristes» responsables, selon eux, de la plupart des morts au cours de la récente vague de violences. Le Nicaragua est en proie depuis le 18 avril à un mouvement de contestation antigouvernementale durement réprimé. Le président Ortega est accusé d'avoir mis en place avec son épouse Rosario Murillo, qui est vice-présidente, une dictature marquée par la corruption et le népotisme.

AFP

Indonésie

## 65.000 danseurs à Jakarta pour un record

Des danseurs indonésiens, habillés en blanc et rouge aux couleurs du drapeau national, interprètent la danse folklorique «poco poco», le 5 août 2018 à Jakarta. Au moins 65.000 personnes incluant le président indonésien ont participé à une même danse folklorique dimanche à Jakarta, un record du monde en nombre de figurants selon les autorités locales, afin de promouvoir les Jeux asiatiques dans deux semaines en Indonésie. Rangés en ligne et en colonnes, des hommes et des femmes tous habillés en blanc et rouge — couleurs du drapeau indonésien — se sont balancés et déhanchés dans le centre de la capitale, lors de cette séance de «poco poco», une danse originaire de la région de Manado, dans le nord de l'île des Célèbes (Sulawesi).

Le président indonésien, Joko Widodo, son épouse Iriana et des membres du gouvernement ont participé à l'événement qui s'est déroulé dans le parc du monument national (Monas) et des avenues de la ville, vers 06H00 du matin, afin d'éviter la chaleur tropicale de la journée. «Nous effectuons une danse poco-poco de masse avec la participation de 65.000 personnes, établissant un record du monde et montrant que le poco-poco vient bien d'Indonésie», a déclaré le chef de la police nationale, Tito Karnavian, qui a lui aussi participé à l'événement, ainsi que d'autres policiers, des militaires, des députés ou encore des étudiants. Aucune information n'a été donnée sur un éventuel précédent record.

«Il s'agit d'une très bonne opportunité pour montrer que l'Indonésie conserve ses traditions», a expliqué un étudiant, Raja Farid Akbar, parmi les danseurs à Jakarta. Les Jeux asiatiques, auxquels sont attendus environ 11.000 athlètes pour une quarantaine de disciplines sportives, se dérouleront du 18 août au 2 septembre à Jakarta et Palembang, ville dans le sud de l'île de Sumatra. Il s'agit du plus grand événement omnisports au monde après les Jeux olympiques.

AFP

Mexique

## Onze corps découverts dans une maison du Nord

Les autorités mexicaines ont découvert vendredi les corps de 11 personnes qui avaient été ligotées, torturées et tuées par balles dans une maison de la ville frontalière de Ciudad Juarez, dans l'Etat mexicain de Chihuahua (nord), a indiqué le parquet local.

Le maire de Juarez, Armando Cabada, a indiqué aux médias locaux que les victimes étaient trois femmes et huit hommes. Les meurtriers ont placé des instruments utilisés dans la consommation de méthamphétamine sur les corps des victimes, a-t-il ajouté.

Des voisins ont indiqué aux autorités locales que la maison était désaffectée mais régulièrement utilisée pour des soirées. Juarez est en proie à une vague de violence cette année, que les responsables de Chihuahua ont attribué aux violents conflits entre les groupes criminels la Linea et los Aztecas, deux groupes liés aux cartels de la drogue. Jusqu'à présent, environ 700 homicides ont été comptabilisés dans la ville.

Juarez, qui se situe directement en face d'El Paso, au Texas, est depuis des années ravagée par la criminalité, contraignant le gouvernement à envoyer l'armée pour sécuriser la ville.

H. T.



Musique

# Djorra, premier album solo de Merouane Benseghir

Après une expérience florissante avec le groupe Tarbaât, Merouane Benseghir, chanteur à texte et à voix, se lance dans une carrière solo avec un premier album intitulé *Djorra*, sorti récemment aux éditions Padidou.



**H**uit titres, dont deux en langue kabyle, forment ce nouveau produit musical qui se présente dans son ensemble comme un florilège de rythmes et de sonorités, une variété de thèmes et un... «tourbillon» d'émotions.

L'album évoque les choses de la vie par des textes imagés, des métaphores, sur des airs tantôt tristes tantôt joyeux, avec parfois une note d'humour, dans une parfaite fusion.

La compagne (*Djorra* en arabe dialectal), qu'elle soit bonne ou mauvaise, de bon ou de mauvais augure, est chantée dans toutes ses dimensions et cas de figure, par des paroles signées Kamel Azrou, sur un air, toutefois, festif. Le clip de cette chanson est une représentation caricaturale réussie des fêtes de mariage algériennes.

D'autres thèmes, comme l'amitié, la solitude, le phénomène des harraga, le chagrin d'amour, la mélancolie, l'espoir d'une vie meilleure, sont abordés et exprimés par la puissante voix de Merouane, qui a composé l'intégralité de l'album et écrit les textes des chansons *Chafet ayni ghazel* (J'ai aperçu une gazelle) et *El port*

(Le port).

Les huit titres sont empreints de sonorités et influences musicales, aussi riches, que variées: chaâbi, raï d'antan, kabyle traditionnel, techno, oriental, rock...

Un hommage est rendu aux victimes de la décennie noire par la chanson *Izdhayriene* (Algériens), un message d'espoir d'un avenir meilleur pour la société algérienne où paix, amour, savoir et tolérance viendraient effacer ses traumatismes et la prémunir contre tout signe de violence.

Merouane a eu aussi une pensée, à travers la chanson *Le port*, qui se veut un appel à la raison et à la patience, pour les candidats à l'émigration clandestine harraga, disparus tragiquement en mer, alors qu'ils rêvaient d'un cadre de vie agréable et digne.

*Essohba*, autre titre de l'album, qui est un véritable hymne à l'amitié, ce lien sacré, vital et vivifiant, rappelle par sa musique et son texte l'oeuvre de Dahmane El Harrachi, connue par sa richesse en conseils et moralités.

Chaque titre a sa particularité, ce qui fait de l'album un océan de sentiments, un espace de partage et de fraîcheur musicale.

## Le chant...un bol d'oxygène, une thérapie

Artiste réservé et passionné, libre et serein, Merouane Benseghir, qui «respire la musique et le chant» depuis sa tendre enfance, avance sur des pas sûrs. Il ne fait pas les choses dans la précipitation, a-t-il confié à l'APS.

Natif de Blida, originaire de la région de Seddouk à Béjaïa, Merouane est un artiste autodidacte sensible aux paysages naturels: la terre et la montagne spécialement. Il écoute son coeur et suit son chemin. Il a la conviction que le succès et la notoriété, seront atteints grâce à la rigueur, le sérieux, la sincérité et, particulièrement, la passion comme guide.

Merouane Benseghir, cet artiste qui se protège des ondes négatives et se libère des pressions que tout un chacun subit au quotidien, par la musique et le chant, rend souvent hommage aux grands noms de la chanson algérienne par des vidéos qu'il diffuse sur la Toile, pour le plaisir de partager avec ses fans un moment de nostalgie et pour exprimer sa

reconnaissance envers ses idoles, qui ont bercé son enfance et dont l'oeuvre a marqué des générations entières.

Mandole à la main, accompagné souvent d'un percussionniste, Merouane interprète de célèbres titres d'icônes de la chanson dans ses différents genres et styles comme Amar Ezzahi, Dahmane El Harrachi, Slimane Azzem, Cheikh El Hasnaoui, Sami El Djazaïri, Matoub Lounes, Hasni, Blaoui El Houari, Khaled, Mami, sans verser dans l'imitation. Il a sa propre façon de chanter et garde toujours ce timbre vocal, à la fois antique et contemporain, qui le distingue et fait sa particularité.

Ecouter Merouane Benseghir chanter, même sans instruments de musique, c'est voyager dans le temps et l'espace. Sa voix provient des profondeurs de son être. Elle perce les voiles qui séparent l'homme actuel de ses ancêtres. L'isthme s'évapore, des émotions s'éveillent, naissent et se partagent le temps d'une chanson ou d'un prélude vocal. **Y. T.**

## Festivités de 2018 Un budget de 43 milliard de centimes

Le ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi, a révélé samedi au forum du quotidien *Al hiwar* que «le budget des festivités culturelles qui ont marqué la scène culturelle en Algérie durant 2018 n'a pas dépassé les 43 milliards de centimes y compris le Festival de Timgad, de Djemila, d'Oran du film arabe et le Salon du livre».

M. Mihoubi a défendu ses choix relatifs au remplacement de commissaires de nombre de festivals, affirmant que les Festivals de Timgad et de Djemila n'ont bénéficié que de «50% de leur budget habituel».

Il a souligné l'existence «de cassures en matière de gestion des Festivals de Timgad et de Djemila entre le passé et aujourd'hui», ajoutant que «la priorité est au service culturel public et à la prise en charge des jeunes talents et des artistes algériens sur le plan culturel et artistique».

S'agissant de la caravane artistique dont les programmes ont été interrompus dans plusieurs régions, le ministre a affirmé que «l'Etat jouait son rôle», appelant les artistes «à s'acquitter de leur rôle en présentant des oeuvres artistiques remarquables». Il a révélé, en outre, que le programme «a couvert 26 wilayas actuellement et devra toucher 7 000 opérateurs dont 1 100 artistes algériens», ajoutant que la cérémonie Algérama sera organisée au terme des festivités, et à laquelle une série de soirées de grands artistes a été prévue au niveau de la place Riadh El Feth.

Evocant le Festival international d'Oran du film arabe (Fiofa), le ministre a qualifié la 11<sup>ème</sup> édition de cette manifestation de «réussie», relevant que les lacunes soulevées par la presse émaillent tous les festivals du monde.

S'agissant de la polémique ayant marqué le film de Yamina Benguigui *Soeurs* dont certaines scènes seront tournées dans des villes algériennes, M. Mihoubi a affirmé que la réalisatrice avait présenté le scénario de ce film à la commission de lecture, laquelle a émis des réserves sur des points ayant été corrigés avant validation».

Le ministre a révélé que ses services s'attelaient à organiser des ateliers sur la culture algérienne dont le lancement se fera en novembre, ajoutant que l'Algérie participera en tant qu'invité d'honneur à plusieurs Salons internationaux du livre dont le Salon de Sharjah, du Canada et de Cuba. **H. M.**

Chanson raï

## Un legs culturel à transmettre

**L**es participants à une conférence sur «l'histoire du raï entre l'ancien et le moderne», organisée à Sidi Bel Abbès en marge du Festival national de la chanson raï, ont mis l'accent sur la nécessité de transmettre ce legs culturel qui constitue un acquis important aux générations montantes.

Le journaliste Mir Mohamed, accompagnateur du cheikh Mekalech durant les années 1970 et parolier de cheb Benaricha Mohamed, a rappelé que le «raï original avait débuté dans les années 1970 à Sidi Bel Abbès et ses chansons avaient traité de plusieurs thèmes touchant la jeunesse dont l'émigration», avant de connaître, a-t-il dit, son apogée dans les années 1980 et de résister durant les années 1990 pour atteindre

son apogée pour s'élever au rang mondial.

L'intervenant a mis en exergue le choix et l'importance des mots et des paroles pour traiter de divers faits et sujets de la société et véhiculer des messages à travers la chanson raï objective, soulignant que Sidi Bel Abbès, berceau de ce genre musical, a mis en avant sur la scène artistique des chanteurs et artistes ayant contribué au développement du raï, dont les célébrités Raïna raï, le goulal Hadj Zouaoui, cheikh Naâm, cheikha Remiti et cheikha Djenia, toutes deux originaires de Sidi Bel Abbès et ayant un grand rôle dans la réussite de la chanson raï.

Cette rencontre avait regroupé à la Maison de la culture Kateb Yacine, des artistes, des

académiciens, des hommes de culture et des journalistes qui avaient mis l'accent sur l'importance de préserver ce legs musical et sa transmission aux générations montantes et d'oeuvrer à organiser des manifestations et des festivals pour permettre l'échange de vues entre anciens chanteurs et stars de la chanson moderne.

Le Festival national de la chanson raï, organisée par le ministère de la Culture en collaboration avec l'Office national des droits d'auteur et et droits voisins (Onda), a pris fin samedi dernier avec une soirée animée par les chebs Hocine, Adoula, Mahfoudh, Ryad, Mohamed El Abbassi, Abbès, cheikh Bellemou, cheb Tarik et la chanteuse Yasmine Ammari. **Reda A.**



## PAROLES DE FEMMES

«Une femme qui atteint la sérénité est une femme qui a abandonné le combat.»  
Anne Sylvestre



## FEMMES

ILS ONT DIT :

«Qui trop combat le dragon devient dragon lui-même.»  
Friedrich Nietzsche

Page animée par Tinhinan

ACTU-FEMMES

## MEGHAN

MARKLE : CES  
PETITS DÉTAILS  
QUI PROUVENT  
QU'ELLE N'A PAS  
FAIT UNE CROIX  
SUR SON  
INDÉPENDANCE



En s'unissant pour la vie au prince Harry, Meghan Markle a été contrainte de se plier à certaines règles, notamment concernant son style vestimentaire. Mais n'arrête pas Meghan qui veut...

D'un point de vue du style, il y a deux Meghan Markle. Celle qui pendant des années a cultivé un style très californien, jean slim et top décontracté, collant parfaitement avec les températures très estivales de Los Angeles. Si la jeune femme de 37 ans s'est ensuite délocalisée au Canada pour les besoins de sa série à succès *Suits*, elle ne s'est néanmoins jamais séparée de ses pièces fétiches, collant parfaitement avec son statut de femme moderne. Puis il y a l'autre Meghan, celle qui, en épousant le prince Harry, n'a pas eu d'autre choix que de faire un sérieux tri dans son dressing, afin de respecter les codes imposés par la couronne britannique. Au placard chemises déboutonnées et autres petites robes d'été, la duchesse de Sussex arbore depuis l'annonce officielle de son union avec le petit-fils de la reine Elisabeth, un look chic et classique, robes de créateurs en-dessous du genou et chapeaux élégants de rigueur.

Si l'Américaine s'est pliée à plusieurs sacrifices par amour pour son prince, elle n'en reste pas moins une femme de caractère, qui se permet de temps en temps quelques incartades vestimentaires. Interviewée par l'AFP, Elizabeth Vollman, du site Meghan's Fashion, consacré au style de la duchesse de Sussex a déclaré : «Elle a parfois repoussé les limites du dress code royal, notamment lors de la cérémonie Trooping the Colour où elle apparaît vêtue d'une audacieuse tenue sans manches, épaules nues». Preuve que l'épouse du prince Harry ne se laisse pas facilement dicter sa conduite, elle adopte très souvent des tenues de créateurs français (et pas systématiquement britanniques) comme lors du plus beau jour de sa vie où la belle brune a surpris la planète entière en faisant son entrée dans la chapelle St George vêtue d'une robe de mariée signée Givenchy.

Scrutée en permanence par les caméras du monde entier, Meghan Markle adresse à travers ses petites touches de fantaisie un message clair : elle est une femme indépendante et le restera.

## BEAUTÉ

## De beaux cheveux tout l'été

**S**oleil, bains de mer, piscine... L'été est la saison de tous les dangers pour nos cheveux. Car derrière l'éclat que les beaux jours leur apportent se dissimule un processus de déshydratation rapide, qu'il est heureusement possible de prévenir et d'enrayer.

## MER ET SOLEIL, LEURS MEILLEURS ENNEMIS

Exactement comme il donne à la peau ce hâle que nous aimons tant, le soleil à petite dose offre à nos cheveux un éclat indéniable, renforcé par l'effet de la vitamine D et une alimentation en général plus équilibrée en été. Mais exactement comme pour notre peau, il peut aussi se révéler leur pire ennemi. " Le soleil déshydrate le corps en général et les cheveux en particulier, explique Céline Goin, spécialiste capillaire. Il les décolore et les assèche, sous l'effet conjugué des rayons solaires et du sel ou du chlore qui créent un effet loupe et accélèrent ainsi le processus de déshydratation. " Pour autant, nos cheveux ne sont pas tous égaux sous le soleil. Les cuirs chevelus à tendance grasse bénéficieront à la fois de ses rayons et de l'effet astringent de l'eau de mer, dont le sel régule la production de sébum et balaise souvent, comme par enchantement, pellicules et démangeaisons. Le profil le plus à risque, en revanche, est à chercher du côté des cheveux fins, secs et/ou travaillés chimiquement - les colorés, décolorés ou permanentés - qui sont déjà fortement affaiblis. Ce sont eux, plus encore que les autres, qui risquent de finir l'été ternes et cassants, bien loin de l'impression de " bonne santé " que l'on espérait leur apporter.

## PRÉVENIR LE DESSÈCHEMENT

Pour lutter contre ce redouté "effet paille", les spécialistes s'accordent à reconnaître l'importance d'un geste simple : le rinçage à l'eau douce, immédiatement après le bain, pour enlever toute trace de sel - ou de chlore - des cheveux et du cuir chevelu. Une bonne habitude qui doit toutefois s'accompagner, pour une protection maximale, de l'utilisation d'un produit solaire spécifique à appliquer, comme pour le corps, avant même le début de l'exposition. Gels, huiles, crèmes, en pot ou en spray, seulement pour les cheveux ou mixtes... Face à l'offre existante, le plus délicat désormais est de savoir lequel choisir. " Les huiles sont très efficaces mais ont tendance à alourdir les cheveux fins, ce qui peut se révéler désagréable. Voilà pourquoi il vaut mieux privilégier pour eux des gels protecteurs plus légers et réserver les huiles aux cheveux épais ", conseille Céline Goin.

## SE TOURNER VERS DES SOLUTIONS NATURELLES

Les plantes et les huiles essentielles peuvent également se révéler de précieux alliés pour toutes celles qui recherchent plus de naturel. Les ingrédients à privilégier ? En shampoing, la fleur d'edelweiss, réputée pour sa légèreté, et le lait d'avoine, qui présente l'avantage rare de nourrir autant le cuir chevelu que les cheveux eux-mêmes. Pour les soins, les masques à la passiflore permettent de nourrir les cheveux fins sans les alourdir pour autant, alors que les cheveux épais préféreront le beurre de karité ou des huiles végétales de type huile de jojoba, ultra nourrissantes. Les plus audacieuses pourront aussi



se lancer dans des recettes maison, mais toujours avec circonspection. Car en matière de cheveux, toutes les " astuces de grand-mère " ne sont pas bonnes à prendre. Parmi les bonnes idées à conserver : les masques maison aux œufs, très nutritifs, mais à réserver aux cheveux épais (les fins risquent sinon de se retrouver engorgés) et les rinçages additionnés du jus d'un demi-citron. Mais attention là encore, si le citron agit sur la kératine - et donc sur l'éclat et l'élasticité de la chevelure -, il faut absolument éviter de l'appliquer sur des

cheveux secs, colorés ou permanentés, déjà très fragiles. Céline Goin, elle, a sa recette miracle : les huiles essentielles de menthe et d'eucalyptus, qu'elle applique en massage directement sur le cuir chevelu avant le shampoing. " Elles sont très efficaces pour se débarrasser des dernières traces de sel. Et elles offrent, en prime, un effet rafraîchissant délicieux en été. " Une astuce beauté et bien-être pour que nos cheveux passent, comme nous, un été tout en douceur.



## Les DÉBATS

Quotidien national

d'information

Edité par la SARL MAHMOUDI INFO

Le fondateur  
Abderrahmane Mahmoudi

Gérante Naima MAHMOUDI • Directeur de la publication Nadjib Stambouli

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.63.45.42 -

Fax : 021.63.45.13 - Service Publicité : 021.63.42.65 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43



## SPORTS

Taekwondo/Coupe d'Algérie (juniors et seniors)

## Le RC Alger et l'ACAM

### 1<sup>er</sup> mai sacrés

■ Les clubs de RC Alger et l'ACAM 1er mai (Alger) ont remporté la Coupe d'Algérie de taekwondo juniors et seniors (garçons et filles) à l'issue des finales disputées vendredi et samedi à la salle Harcha-Hacène d'Alger. Chez les seniors (messieurs), le club de l'ACAM 'Alger' l'a emporté devant le RC Alger, alors que l'épreuve féminine est revenue au RC Alger vainqueur en finale de l'IR Kouba. Dans la catégorie des juniors-garçons, le RT Bouira a battu en finale l'UST Boghni (Tizi-Ouzou), alors que l'ACAM s'est adjugé le trophée des juniors-filles aux dépens du RC Alger. L'entraîneur de l'ACAM, Abdelmalek Bendaikha, a déclaré, «que le sacre de son équipe n'a pas été facile, devant un adversaire assez coriace. Toutefois en dépit des difficultés dont souffre notre équipe et les erreurs d'arbitrage, nos éléments internationaux ont pu décrocher le trophée avec mérite». De son côté, le coach du RC Alger Réda Mohsen a souligné, «qu'il souhaitait décrocher la Coupe dans les deux catégories (messieurs et dames), mais cela ne s'est pas produit. Mes éléments qui se sont contentés d'une médaille d'argent ont produit de gros efforts. Concernant, les filles, elles ont honoré le club avec cette coupe obtenue avec mérite».

Championnats d'Afrique d'athlétisme (triple saut)

## Médaille de bronze pour Triki

■ L'Algérien Mohamed-Yasser Tahar Triki a remporté la médaille de bronze du concours du triple saut, samedi à Asaba (Nigeria) dans le cadre des Championnats d'Afrique d'athlétisme avec un bond de 16,78 m. Triki a été devancé au classement par le Burkinabè Hugues Zango, sacré champion d'Afrique avec 17,11 m et le Sud-Africain Godfrey Mokoena, auteur de 16,83 m. C'est la troisième médaille algérienne dans ces 21<sup>es</sup> Championnats d'Afrique, après l'or vendredi de Larbi Bourrada (décathlon) et d'Abdelmalik Lahoulou (400 m haies).

Coupe arabe des clubs (32e de finale/ retour)

# L'ESS qualifié au second tour



L'Entente de Sétif a peiné lors de la seconde manche des 32e de finale de la Coupe arabe des clubs champions face Al Ain des Emirats arabes unis, puisqu'elle s'est inclinée sur le score de (1/0), mais cela ne l'a pas empêché de passer au second tour grâce aux deux buts inscrits à l'extérieur au cours du match aller joué il y a une semaine. Les gars de la ville des Hauts Plateaux ont donc joué avec le feu avec ce but inscrit par Dracky Amuah (45e) pour El-Ain. Un autre but et ça aurait été les Emiratis qui auraient passé au second tour, sachant que ces derniers ont fait

un gros pressing tout au long de cette rencontre qui s'est déroulée, à l'image de la première, au stade Hitrec Kacian à Zagreb en Croatie où l'équipe d'Al Ain effectue son stage d'intersaison.

Cette rencontre a été dirigée par un trio arbitral marocain conduit par Redouane Djayed, assisté de ses compatriotes Redouane Achik et Hicham Aït Abbou. L'Entente doit sa qualification au gardien, Zeghba, auteur d'une rencontre de premier ordre et qui a annihilé toutes les actions dangereuses de la formation adverse. Le dernier rempart de l'ESS a tout arrêté et cela

a contrarié les émiratis qui ne pouvaient rien devant ce gardien qui a montré encore une fois que l'on pouvait compter sur lui dans ce genre de grands rendez-vous. Le coach marocain d'El Kahla, Rachid Taoussi, a avoué qu'il était satisfait de cette qualification, même s'il admet que la situation n'était pas facile et qu'il a fallu vraiment batailler dur pour arracher ce ticket de la qualification. «Je connaissais la valeur d'Al Ain et j'avais prévenu mes joueurs quant à la difficulté qui les attendait. Je pense que la fatigue a eu raison d'eux et c'est pour cela qu'ils ont trouvé des difficultés pour passer» a-t-il souligné en avouant que l'équipe mérite cette qualification et fera tout pour aller le plus loin possible. A noter que les deux autres représentants algériens dans cette Coupe arabe des clubs : l'USM Alger et le MC Alger entreront en lice respectivement les 8 et 9 août en déplacement face aux irakiens de la Force aérienne à Karbala (18h00) et aux Bahreïnais d'Al-Rifaâ SC (17h00).

Imad M.

## Schalke 04

### L'entraîneur Tedesco loue Bentaleb

■ L'entraîneur italo-allemand de Schalke 04 (Div.1 allemande de football), Domenico Tedesco, n'a pas tari d'éloges sur le milieu international algérien Nabil Bentaleb, soulignant qu'il était «très motivé», à 20 jours du début de la compétition. «Il nous a fait une très bonne impression, il semble très frais. Il est très motivé et comprend ce que nous attendons de lui. Cela est très important», a affirmé le coach de la formation de la Ruhr, dans une déclaration accordée samedi au site allemand Derwesten.de. Bentaleb avait rejoint le club allemand en 2016 d'abord à titre de

prêt en provenance de Tottenham (Angleterre), avant que Schalke 04 ne lève l'option d'achat pour un nouveau contrat qui court encore jusqu'en 2021. «Nabil est bon pour l'équipe, c'est un joueur qui a d'énormes atouts. Au début, il a joué un peu trop risqué, maintenant il joue parfois un peu trop la sécurité. Il devra trouver l'équilibre», a-t-il ajouté. Le milieu algérien (23 ans) avait écopé en mai dernier d'une suspension de deux matchs qui a mis fin prématurément à sa saison avec les «Bleus royaux» pour agression sur un adversaire.

## Betis Séville

### Boudebouz pète la forme

■ Le milieu offensif international algérien du Betis Séville (Liga espagnole de football), Ryad Boudebouz, a signé vendredi soir son cinquième but en autant de matchs amicaux d'intersaison disputés jusque-là par le club andalou en vue du coup d'envoi de la Liga, fixé au week-end du 17 et 18 août. L'ancien Sochalien a inscrit son 5<sup>e</sup> but estival face à la formation anglaise de Bournemouth (2-0). Boudebouz (28 ans) avait rejoint le club sévillan en 2017 en provenance de

Montpellier pour un contrat de quatre ans. Lors de sa première saison avec le Betis, où évolue également le défenseur international algérien Aïssa Mandi, Boudebouz a fait 29 apparitions (3 buts), toutes compétitions confondues. Le milieu offensif algérien (25 sélections) a décidé de quitter le championnat de France en 2017 après neuf saisons (301 matchs, 45 buts et 53 passes décisives) où il avait eu à porter également les couleurs de Bastia et Sochaux.

## Quatre joueurs de Ligue 1 transférés en Europe

■ Quatre joueurs évoluant en Ligue 1 Mobilis de football, dont deux de l'USM Alger, ont été transférés dans différents clubs européens en cette période de mercato estival. Le premier à avoir fait ses valises est le défenseur de l'USMA Ayoub Abdellaoui, qui s'est engagé pour trois saisons avec le club suisse du FC Sion. La formation helvétique avait déjà scellé le transfert d'Abdellaoui (25 ans) en janvier dernier, mais l'international A' a préféré terminer l'exercice avec les «Rouge et Noir». Il a même commencé à prendre ses repères au sein de son nouveau club avec qui il a signé sa première titularisation dimanche dernier lors du succès décroché à

domicile face à Saint-Gall (4-2) dans le cadre de la 2<sup>e</sup> journée. Abdellaoui (25 ans) a été suivi par l'ancien attaquant de l'USM Blida, reléguée en Ligue 2, Samy Frioui, auteur de 17 buts avec la formation de la Ville des roses lors du précédent exercice, toutes compétitions confondues. Frioui (26 ans) a choisi le championnat grec (Div.1) pour signer un contrat de trois saisons avec l'AEL Larissa, 12<sup>e</sup> au classement final de la saison dernière. Oussama Darfalou (ex-USMA), sacré meilleur buteur de la Ligue 1 (18 buts), a signé pour quatre saisons avec la formation néerlandaise de Vitesse Arnhem. L'ancien joueur du RC Arbaâ a rejoint les Pays-Bas

dans un transfert libre, du moment que son contrat avec le club algérois était arrivé à terme en juin. Darfalou (24 ans) a même inscrit son premier but en match amical disputé en juillet en Autriche. Le dernier joueur algérien à être transféré en Europe est le milieu offensif du Paradou AC Farid El-Mellali, prêté pour une saison avec option d'achat au SCO Angers (Ligue 1/ France). Convoqué chez les Verts sous la conduite de l'ancien sélectionneur national Rabah Madjer, El-Mellali (21 ans) a été titularisé vendredi en amical face aux Anglais de West Ham (défaite 1-0) en Autriche.

## Ligue 1 (2018-2019)

### La fin de la compétition fixée au 5 mai

■ La fin du championnat de Ligue 1 Mobilis 2018-2019 est fixée au dimanche 5 mai 2019, prenant en considération les dates FIFA et les différentes compétitions africaines, a annoncé vendredi soir la Fédération algérienne de football (FAF) sur son site officiel. La prochaine Coupe d'Afrique des nations CAN-2019, prévue au Cameroun, se déroulera pour la première fois en été (juin-juillet), ce qui a poussé l'instance fédérale à terminer la saison plus tôt que prévu. Le coup d'envoi de la saison 2018-2019 sera donné vendredi prochain avec le déroulement de la 1<sup>re</sup> journée, marquée par le match opposant le champion sortant, le CS Constantine, au NA Hussein-Dey. La ligue de football professionnel (LFP) a proposé la période allant du 20 décembre 2018 au 10 janvier 2019 pour la trêve hivernale. Une décision sera prise à ce sujet en concertation avec le médecin fédéral et le manager général de la sélection algérienne, précise la même source. La LFP a souligné dans son exposé présenté lors de la dernière réunion du Bureau fédéral, lundi, que «les 5 premières journées connaîtront des reports de matches dus à la participation de clubs algériens à des compétitions continentales». Par ailleurs, le président de la LFP Abdelkrim Medouar a préconisé de lancer la compétition de la Coupe d'Algérie au niveau des ligues un peu plus tôt que d'habitude. Enfin, la demande des présidents des clubs de la Ligue 2 de reporter le début du championnat n'a pas été approuvée par le Bureau fédéral, qui a également maintenu les décisions antérieures du huis clos.



## Présidentielle au Mali Trois candidats déposent des recours devant la Cour constitutionnelle

Au moins trois candidats à l'élection présidentielle au Mali du 29 juillet ont déposé samedi des recours devant la Cour constitutionnelle contestant les résultats provisoires du premier tour du scrutin, ont rapporté des médias maliens.

Il s'agit de l'homme d'affaires Aliou Diallo et de l'ancien chef du gouvernement Cheikh Modibo Diarra qui ont saisi la haute juridiction dans la journée ce samedi, ont rapporté ce dimanche des sites électroniques maliens.

Les équipes de campagne du troisième homme et du quatrième homme de l'élection n'ont pas donné plus de précisions sur le contenu de ces recours.

Les avocats du candidat de l'opposition, qualifié pour le second tour de la présidentielle prévu le 12 août, Soumaïla Cissé, ont également déposé un recours devant la Cour constitutionnelle, ont précisé les mêmes sources.

Selon le directeur de campagne du leader de l'opposition, Tiébilli Dramé, une vingtaine de recours ont été déposés, soulignant que une requête en récusation de six juges sur neuf a été déposée par le directoire de campagne du candidat Cissé les accusant de ne pas être neutres.

Les candidats avaient jusqu'à ce samedi soir pour déposer leur recours, selon le délai fixé par la réglementation.

D'après les résultats préliminaires annoncés jeudi soir, le président sortant du Mali Ibrahim Boubacar Keïta est arrivé largement en tête au premier tour de la présidentielle, mais il sera opposé lors du second tour au leader de l'opposition, Soumaïla Cissé, comme en 2013. M. Keïta, 73 ans, était arrivé en tête avec 1.333.813 voix, soit 41,42% des voix, avait indiqué le ministre de l'Administration territoriale, Mohamed Ag Erlaf, lors d'une annonce à la télévision publique Ortm.

Comme il y a cinq ans, il retrouvera au second tour Soumaïla Cissé, qui avait recueilli 573.111 voix, soit 17,80%, selon les résultats officiels provisoires portant sur l'ensemble des suffrages. Quant au taux de participation, il a été estimé à 43,06%.

Reda A.

## Russie

## Steven Seagal chargé de renforcer les liens avec Washington

L'acteur américain, Steven Seagal, a été nommé envoyé spécial au ministère russe des Affaires étrangères pour renforcer les liens culturels entre Moscou et Washington, a annoncé samedi le ministère.

Sa mission consistera à renforcer la collaboration dans le domaine de la culture, des arts et des échanges de la jeunesse entre les deux pays, informe le ministère, précisant que l'acteur, à qui Vladimir Poutine a octroyé un passeport russe en 2016, ne percevrait aucun salaire.

Steven Seagal, qui apparaît régulièrement à la télévision russe pour exprimer son avis ou parler de sa carrière, a salué sa nomination.

«J'ai toujours voulu donner le maximum pour aider à l'amélioration des relations russo-américaines», a-t-il dit sur une chaîne d'informations russe, Russia Today (RT).

«Pendant des années, j'ai travaillé sans relâche dans cette direction de manière non officielle, maintenant je suis très reconnaissant d'avoir l'opportunité de faire la même chose, mais cette fois officiellement».

Reuters



## Béchar

## Importante saisie de



Une grande quantité de kif traité, s'élevant à 325 kg, a été saisie hier par des gardes-frontières lors d'une patrouille de reconnaissance menée à Beni Ouenif, dans la wilaya de Béchar, indique le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué.

«Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, des garde-frontières ont saisi, le 5 août 2018, lors d'une patrouille de reconnaissance menée dans la localité frontalière de Béni

Ouenif, wilaya de Béchar (3<sup>e</sup> RM) une grande quantité de kif traité s'élevant à 325 kg, alors que des éléments de la Gendarmerie nationale ont appréhendé, à Oran (2<sup>e</sup> RM), deux narcotrafiquants, en leur possession 3 990 comprimés de psychotropes», précise la même source.

Par ailleurs, et à In Guezzam (6<sup>e</sup> RM), un détachement de l'Armée nationale populaire «a intercepté cinq contrebandiers et saisi des outils de détonation, cinq marteaux-piqueurs, trois détecteurs de métaux et deux groupes électro-

gènes».

En outre, des éléments de la Gendarmerie nationale «ont arrêté, à Batna et Sétif (5<sup>e</sup> RM), sept individus en possession de neuf fusils de chasse».

Par ailleurs, des Gardes-côtes «ont déjoué, à Larhat à Tipasa (1<sup>er</sup> RM), une tentative d'émigration clandestine de 15 personnes à bord d'une embarcation de construction artisanale, tandis que 14 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à Tlemcen», rapporte le communiqué.

R. N.

## Ils étaient en possession de kalachnikovs

## Trois terroristes se rendent aux autorités militaires

Trois terroristes armés ayant rallié les groupes terroristes en 2012, se sont rendus hier aux autorités militaires à Tamanrasset, indique le ministère de la Défense nationale (MDN), dans un communiqué.

Dans le cadre de la lutte antiterroriste et dans la dynamique des efforts intenses et de qualité consentis par les forces de l'Armée nationale populaire, visant à faire régner la sécurité et la quiétude dans l'ensemble du territoire national, trois terroristes se sont rendus, le 5 août 2018, aux autorités militaires à Tamanrasset, en 6<sup>e</sup> Région militaire», précise la même source

«Il s'agit en l'occurrence des dénommés:

Nouari Aïssa, dit Abou Ali, ayant rallié les groupes terroristes en 2012, Zaâtout Mourad, dit Abou El Moatassim, ayant rallié les groupes terroristes en 2012, Bliidi Samir, dit Abou Youssef, ayant rallié les groupes terroristes en 2012, ajoute le communiqué.

«Lesdits terroristes étaient en possession de trois pistolets mitrailleurs de type kalachnikov et d'une quantité de munitions».

«Ces résultats positifs et décisifs réalisés par les différentes unités de l'Armée nationale populaire réitérent toujours la ferme détermination de nos forces à venir à bout du fléau du terrorisme dans notre pays», conclut la même source.

R. B.

## ACTU...

Nouvelle offre dédiée aux professionnels

## Signez votre contrat 3G ou 4G de Ooredoo et bénéficiez de 1,5 Go d'Internet gratuit

Résolument engagée dans l'accompagnement des entreprises dans leur transformation digitale, Ooredoo propose à ses clients de signer leur contrat 3G/4G et de bénéficier d'un bonus de 1,5 Go d'Internet, gratuitement, valable une semaine. Avec cette offre destinée à ses clients Entreprises, Ooredoo entend participer à la démocratisation de l'Internet mobile haut débit à travers ses offres 3G et 4G désormais disponibles à travers les 48 wilayas. Les clients Entreprises de Ooredoo peuvent ainsi saisir l'opportunité de profiter du réseau de leur opérateur, le seul à assurer une présence 4G dans toutes les wilayas d'Algérie.

A travers cette nouvelle opération destinée aux entreprises, Ooredoo confirme son statut d'allier technologique de choix des professionnels et réaffirme sa volonté de les faire bénéficier d'une expérience unique et inégalée de connectivité mobile à haut débit.

Communiqué

## Egypte

## 52 terroristes tués dans le Sinaï

L'armée égyptienne a annoncé dimanche avoir tué 52 terroristes au cours des derniers jours dans la péninsule du Sinaï où elle mène une vaste opération contre la branche locale du groupe terroriste auto-proclamé Etat islamique (EI/Daech). Plus de 200 terroristes et une trentaine de soldats sont morts depuis le lancement le 9 février de l'opération baptisée Sinaï 2018, selon des chiffres officiels.

Les forces armées ont éliminé 52 terroristes très dangereux et arrêté 49 autres lors d'opérations dans le centre et le nord du Sinaï, selon un communiqué de l'armée publié sur sa page Facebook. «Quatre ouvertures de tunnel ont été découvertes et détruites» dans la ville de Rafah dans le nord du Sinaï, à la frontière avec la bande de Gaza, a ajouté l'armée. Les autorités accusent les terroristes d'utiliser ces passages souterrains pour se déplacer entre le nord du Sinaï et le territoire palestinien. Depuis la destitution, en 2013, par l'armée du président Mohamed Morsi, les forces de sécurité affrontent dans le Sinaï des groupes terroristes, dont l'EI. Des centaines de policiers et de soldats ont été tués dans des attaques terroristes.

T. L.

## Libye

## Des hommes armés enlèvent le chef de l'autorité des Awqaf

Le chef de l'autorité libyenne des Awqaf et des Affaires islamiques a été enlevé samedi dans la capitale, Tripoli, a indiqué un responsable local.

Le chef de l'Autorité générale des Awqaf et des Affaires islamiques du gouvernement libyen d'union nationale, Abbas al-Qadi, a été enlevé dans la matinée et conduit dans un lieu inconnu par des hommes armés non identifiés, a déclaré le responsable.

L'enlèvement a été perpétré à l'aéroport de Tripoli, a ajouté le responsable.

Depuis le soulèvement de 2011, la Libye est en proie à une escalade de la violence et de l'insécurité, ainsi qu'à la division politique. Les kidnappings sont fréquents en Libye où des hommes enlèvent des travailleurs étrangers, des responsables locaux et des citoyens ordinaires, généralement dans le but d'obtenir une rançon.

Reda A.